

Robert Ricard, Récit-portrait

François-Xavier, L'un de ses huit enfants

J'ai écrit ce texte à l'intention avant tout de mes sept frères et sœurs et de nos enfants respectifs ; c'est pourquoi j'ai jugé utile de donner, sur quelques évènements et institutions, que certains d'entre eux connaissent mal ou pas du tout, des explications que d'autres éventuels lecteurs pourront trouver superflues.

Paris, de 1900 à 1918

Robert est né le 27 janvier 1900, à Paris. Il est le quatrième et dernier enfant de Georges Ricard, qui aura bientôt 42 ans, et de Lucie Bluet, qui va en avoir 37. Il n'a jamais connu son frère aîné, mort à l'âge de trois ans, en 1891. Ses deux sœurs, Madeleine et Renée, respectivement nées en 1891 et 1892, sont donc sensiblement plus âgées que lui. Madeleine, d'ailleurs, quittera la maison en 1912, lors de son mariage, alors que son jeune frère entre à peine dans l'adolescence. Mais lorsque Renée se mariera, en 1920, c'est Robert qui sera parti de la maison, depuis un peu plus d'un an.



Georges et Lucie Ricard



Madeleine, Renée et Robert

Georges Ricard est imprimeur, rue Réaumur. Sa femme n'a pas d'activité professionnelle. La famille habite au 88 du boulevard Richard-Lenoir, dans le 11^{ème} arrondissement, entre République et Bastille. Est-ce le métier de son père qui a fait naître chez Robert le goût du travail typographique bien fait ? Lorsqu'il aura, plus tard, à vérifier des épreuves venant de chez un imprimeur avant l'impression définitive, il y consacrera toujours beaucoup de temps et de soin. Il publiera même, en 1956, un article intitulé *Brefs conseils pratiques pour la transcription et l'impression des mots espagnols et portugais*. Mais j'anticipe presque trop...

Pour en revenir aux lieux de son enfance et de son adolescence, saluons ce clin d'œil de l'histoire, car « de la République à la Bastille » sera plus tard, dans le siècle qui va s'ouvrir, un des itinéraires favoris des manifestations du « peuple de gauche » dont Robert n'a jamais, c'est le moins qu'on puisse dire, fait partie. Mais, lorsque ces défilés et manifestations auront lieu, il aura depuis longtemps quitté le boulevard Richard-Lenoir et il n'en sera donc pas directement troublé.

Je ne sais pas avec certitude où le petit Robert a fait le début de ses études primaires, mais c'est très probablement à l'Ecole Massillon, puisqu'en 1908-1909, en tout cas, il y est en classe de 7^{ème}. C'est un établissement tenu par des religieux (Oratoriens), quai des Célestins, face à l'île Saint-Louis, et proche lui aussi de la Bastille. Il y fait également une partie de ses études secondaires, jusqu'à la classe de 4^{ème}. Puis, il poursuit sa scolarité au lycée Charlemagne, tout proche (environ 300 à 400 mètres), tout en continuant à rester sous l'autorité de l'Ecole Massillon, comme en témoignent ses bulletins scolaires : ceux-ci, à partir de la 3^{ème}, sont toujours à l'en-tête de Massillon et comportent une rubrique « Observations du Lycée » et une rubrique « Observations de l'Ecole ».



1911

Pendant toutes ces années, ses résultats sont excellents : autant ses notes que ses classements et les observations des professeurs l'attestent. Une faiblesse, cependant, en calcul et mathématiques, apparaît dès le premier trimestre en classe de 7^{ème}, mais cela ne l'empêche pas d'être 1^{er} de la classe. A la fin de cette année scolaire-là, il est qualifié de « *très bon élève, petit ouvrier sérieux et opiniâtre* ». A la fin de la 6^{ème}, le directeur estime que « *après une excellente année, il a bien mérité des vacances. Qu'il se repose et joue au grand air le plus possible* ». Autrement dit, il travaille beaucoup : il sera toute sa vie un « gros bosseur ». En 5^{ème}, il est le « *porte-drapeau de la classe* ». L'année suivante, (1911-1912), il reste « *notre petit drapeau de la 4^{ème}!* » et le directeur « *prie Dieu de lui conserver la santé et ce généreux courage* ». C'est à la fin de cette année qu'apparaissent les « *brillantes espérances* ». Mais, du côté des mathématiques, cela ne s'arrange pas complètement puisque, en fin de seconde (fin juillet 1914), où il est classé 10^{ème} sur 31 dans cette discipline, il « *aurait pu être au tableau d'honneur avec des notes un peu meilleures en mathématiques* », constate le proviseur de Charlemagne. Et, en 1^{ère}, les résultats des examens blancs sont juste en dessous de la mention « bien », plus encore, curieusement, à cause de résultats très moyens en histoire ancienne (11/20), en histoire moderne (11/20) et en géographie (11/20) qu'en mathématiques (13/20). Il lui arrive donc d'avoir de bons résultats en mathématiques et dans les disciplines scientifiques, ce qui ne l'empêchera pas de manifester toute sa vie (sans doute avec un peu d'affectation) une grande allergie, voire une certaine condescendance, à l'égard de tout ce qui n'est pas « humanités classiques » et disciplines assimilables.

Il obtient facilement son deuxième baccalauréat (série « philosophie ») en juin 1916, mais « seulement » avec la mention « assez bien » : on n'imagine pas, de nos jours, un bachelier n'ayant eu qu'une mention « assez bien » se lancer à la conquête de l'Ecole Normale Supérieure.

C'est pourtant ce qu'il fait, ce qui montre combien certains critères de réussite scolaire et de sélection ont changé depuis ! C'est au lycée Louis-le-Grand qu'il prépare, pendant les années 1916-1917 (en classe dite de « première-vétérans », ou hypokhâgne) et 1917-1918 (en classe de « première-supérieure » ou khâgne) l'entrée à l'Ecole Normale Supérieure (lettres). Dans ce lycée, les bulletins scolaires sont beaucoup moins détaillés que dans les établissements précédents, mais, à la fin de quatre trimestres au moins (sur six), ses parents sont destinataires d'un petit document imprimé qui indique qu'il « *vient d'être appelé devant le Conseil de discipline du Lycée pour y recevoir des félicitations dues à ses excellentes notes et à l'estime particulière de ses maîtres* ».

A la fin de sa première année à Louis-le-Grand, en juillet 1917, il obtient une licence ès-lettres série « Langues et littératures classiques ». Soit dit en passant, il y a longtemps que l'organisation des études universitaires en France ne permettrait plus d'obtenir une licence avant trois ans au moins d'études après le baccalauréat.

C'est au début de l'été 1918 qu'il est reçu à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, tout près du Panthéon.

Créée en 1794, cette Ecole a connu diverses péripéties jusque dans les années 1870, où son fonctionnement s'est, pour l'essentiel, stabilisé tel qu'il est encore aujourd'hui. Elle est mixte depuis 1985, quand ont été regroupées l'Ecole des jeunes gens de la rue d'Ulm et l'Ecole des jeunes filles de Sèvres. A la différence des autres grandes écoles, elle ne délivre elle-même aucun diplôme et il n'y a pas de classement de sortie des élèves à l'issue des trois ou quatre (cela peut dépendre du parcours universitaire de chaque élève) années de présence à l'Ecole. Elle recrute sur concours, un concours que les candidats préparent, après le baccalauréat, en principe en deux ans dans des classes spécialisées (dites hypokhâgne pour la première année et khâgne pour la seconde). Mais rares sont les candidats qui « intègrent » au bout de deux ans de préparation, et il en faut plus souvent trois. Le but de l'ENS est de former des enseignants-chercheurs. Pour cela, elle offre à ses élèves des moyens matériels (un salaire, des salles de cours et des locaux de travail, et, s'ils le souhaitent, le logement) et intellectuels : des professeurs, le plus souvent de grand talent, une bibliothèque très riche, des laboratoires scientifiques et toutes sortes d'événements intellectuels et culturels. La difficulté du concours d'entrée et la qualité des enseignements font le prestige de l'Ecole et de ses anciens élèves. Ceux-ci, de toutes façons, doivent passer les examens et concours (licence, maîtrise, agrégation) que d'autres préparent « simplement » en faculté. Les normaliens (comme tous les agrégés, d'ailleurs) doivent en principe dix ans (dans lesquels sont incluses les années d'Ecole) de service à l'Etat, sous la forme, dans la grande majorité des cas, d'un poste d'enseignant dans le secondaire, puis, très souvent, dans l'enseignement supérieur où beaucoup font carrière. Mais, après ces dix années, et parfois avant, un certain nombre d'anciens évoluent vers la littérature, le journalisme, la vie politique ou même (surtout pour les scientifiques) vers des entreprises privées.

Mais la guerre n'est pas terminée et, de toute façon, Robert doit se soumettre à ses obligations militaires. En l'occurrence, cela signifie que, le 1^{er} août, il « *contracte un engagement spécial de huit années au service de l'Etat comme élève de l'Ecole Normale Supérieure* ». Dans la pratique, cela n'a aucun effet sur la suite de ses études, et il n'a, pendant les deux années qui suivent, qu'une relation très lâche, mais tout à fait réglementaire, avec l'autorité militaire. Il sera d'ailleurs classé « service auxiliaire », pour raisons de santé, en juillet 1920.

L'Ecole¹ dans laquelle il arrive à l'automne 1918 a été et est encore profondément bouleversée par la guerre. Tout d'abord, les promotions des années de guerre ont été beaucoup moins nombreuses que jusqu'en 1914 (la guerre n'a commencé que le 3 août 1914, après que le concours ait eu lieu) : 56 admis en 1913, 57 en 1914, pas de concours en 1915, où l'Ecole est transformée en hôpital de guerre, 13 admis en 1916, autant en 1917 et en 1918. Ces mêmes années, le nombre de candidats au concours a été également nettement inférieur à ce qu'il était jusqu'en 1914 (209 en 1913 et 212 en 1914) ; de très nombreux « khâgneux » étant mobilisés, il n'y a que 62 candidats en 1916, mais je ne sais pas combien ils sont en 1917 et en 1918.

1 Dans tout ce qui suit, je ne parle que de la section « lettres » de cette Ecole, qui contient aussi une section « sciences ».

Normalement, tout en assistant, avec plus ou moins d'assiduité, voire de dilettantisme, aux cours de la Sorbonne, les élèves de l'Ecole bénéficient des cours assurés dans diverses disciplines par des professeurs titulaires d'un enseignement spécifique à l'Ecole. Mais, pour l'année scolaire 1918-1919, il n'y a aucun professeur affecté aux enseignements de philosophie, d'histoire, de français, d'allemand et d'anglais. Ce n'est qu'en 1920 que le corps professoral de l'Ecole retrouvera ses effectifs d'avant la guerre. Notons en passant qu'il faudra attendre les années 1980 pour que l'Ecole dispose d'un poste de professeur d'espagnol : cela montre le temps qu'il aura fallu aux études hispaniques pour trouver complètement leur place dans le système universitaire français.

Madrid, premier séjour, 1918 - 1919

Non seulement il manque de nombreux professeurs, mais les locaux de l'Ecole sont toujours utilisés comme hôpital de guerre. Elle ne peut donc pas fonctionner et elle ne rouvrira ses portes qu'en mars 1919.

Plusieurs des treize reçus de la promotion 1918, à peine le concours réussi, sont mobilisés et dirigés vers l'Ecole d'artillerie de Fontainebleau. Les jeunes normaliens ou anciens normaliens avaient souvent, dans les premières années de la guerre, été affectés, après une brève formation d'officier, à des unités d'infanterie et nombreux sont ceux qui avaient été « tués à l'ennemi » (99 sur 320 pour les promotions 1907 à 1914 incluse, et, pour la section « sciences », les chiffres sont tout à fait semblables). Par la suite, sans doute pour préserver les futures « élites » dont le pays aurait besoin après la guerre, on les avait affectés à des unités moins directement exposées.

A cause de l'incapacité où se trouve l'Ecole de fonctionner, ceux des 13 élèves qui ne sont pas mobilisés (ils sont sûrement une petite minorité, mais Robert en fait partie, pour des raisons de santé) sont obligés d'« aller voir ailleurs » pour poursuivre leur formation pendant cette période de transition et de réorganisation de l'Ecole. C'est ce qui explique que Robert, dès la fin novembre ou le début décembre 1918, se retrouve à Madrid comme boursier de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques (EHEH)². Un de ses condisciples s'en va en Finlande s'initier aux langues finno-ougriennes dont il deviendra plus tard un grand spécialiste.

Pourquoi Robert a-t-il choisi l'Espagne ? Probablement parce que, du fait que la guerre n'est pas finie, la Grèce et l'Italie, où ce passionné de l'antiquité grecque et latine trouverait de quoi nourrir sa passion, sont inaccessibles. Mais il y a des possibilités en Espagne, qui est restée complètement en-dehors de la guerre. D'autre part, Robert a découvert ce pays pour la première fois en 1914 :

² Il existait aussi à Madrid, depuis plusieurs années, un Institut Français et, pour dire les choses simplement, ces deux établissements accueillent pendant quelques mois, parfois plus longtemps, des intellectuels français qui venaient soit compléter leur formation à l'EHEH, soit, à l'Institut, mieux faire connaître en Espagne le patrimoine culturel français. L'EHEH est devenue, en 1928, la Casa de Velazquez, en s'ouvrant en outre à des artistes, et l'Institut a conservé son autonomie comme foyer de diffusion de la culture française. Voir la Villa Médicis à Rome, l'Ecole française d'Athènes, l'Institut français d'Amérique latine à Mexico, ...

il était passé cette année-là à Santander, sur la côte Nord, mais on ne sait pas du tout dans quelles circonstances, ni pour quelle durée et dans quelle sorte de voyage : séjour de vacances ou autre ? avec ou sans ses parents ? On peut penser que cette première découverte lui avait donné le désir d'y retourner.

Mais je n'ai pas la moindre idée de ce qu'ont pu être les personnes et les moyens qui lui ont permis, en 1918-1919, ce séjour loin de chez lui.

A Madrid, Robert est « chargé pendant l'hiver de rédiger le Catalogue des marbres antiques du Musée royal du Prado ». Puis, au printemps, il participe à des fouilles archéologiques à Bolonia, nom moderne de l'antique Belo, dans l'extrême Sud de l'Espagne, près d'Algésiras. Il en profite aussi pour faire de brefs voyages sur la côte méridionale de l'Espagne (Gibraltar, Tarifa, ...) ainsi qu'à Ségovie, à Tolède, à Cordoue et dans la région de Salamanque.

Lorsqu'il part pour l'Espagne, vers la fin de l'automne 1918, il n'a d'autre projet que de préparer l'agrégation de lettres classiques, car c'est de ce groupe de disciplines (français, latin et grec) qu'il est de loin le plus friand. Au début de sa classe de philosophie, en octobre 1915, il écrivait à un camarade à peine plus âgé que lui : « Quant aux Grecs et aux Latins, je les aime bien davantage depuis qu'officiellement je suis séparé d'eux. J'ai acheté un petit exemplaire du Manuel d'Épictète, et les seize premières Lettres à Lucilius, dont je traduis quelques lignes, en les épluchant avec amour et conscience, tous les jeudis matin ». Cette lettre, la seule qui ait été conservée de cette époque, est signée « R. P. Ricard », ce que Robert commente ainsi dans un post-scriptum : « Je signe avec deux initiales (ses prénoms sont Robert, Paul, Marie [note de FX]) ; c'est plus original et vous donne déjà l'aspect de la célébrité que tu veux que je sois plus tard, ce à quoi je ne m'oppose pas, mais à quoi je n'espère pas non plus » Il n'a pas seize ans... Modestement ou prudemment ambitieux ?

Pour l'heure, donc, il est en Espagne, et son objectif affirmé est de progresser dans la voie des lettres classiques.

Et pourtant, ce premier vrai (en tout cas par la durée) séjour en Espagne va l'amener à prendre une tout autre orientation. C'est pendant ces mois-là qu'il commence à s'engager sur le chemin qui le fera bifurquer des « belles-lettres » et de l'Antiquité classique vers le monde ibérique. Le directeur d'alors de l'EHEH, Pierre Paris, un archéologue reconnu, écrit en juillet 1919 que « M. Ricard avait l'intention de se préparer à l'École française d'Athènes. (...) Il nous a avoué que (la) vie aux champs parmi les ruines, avec la monotonie des longues heures stériles, l'avait déçu. Les vieilles pierres mutilées, les antiques débris obscurs sortant du sol, même dans un site admirable tel que celui de Bolonia, ne l'ont pas séduit, et il a senti se fondre ce qu'il croyait sa vocation d'archéologue explorateur. (...) M. Ricard, qui a été tout de même conquis par l'Espagne, se consacrera aux monuments conservés dans les musées et les collections, aux ruines déjà exhumées, et il deviendra sans doute, c'est son désir, un bon historien de l'art et de la civilisation de l'Espagne antique ».

Mais ce que Pierre Paris ne dit pas, et ne sait peut-être pas, c'est que, au moment où il écrit cela, Robert fait une rencontre décisive, qui va le détourner du monde antique, fût-il hispanique, pour le faire se tourner résolument vers l'hispanisme moderne et contemporain.

En effet, **en juillet 1919, il fait la connaissance, à Madrid, de Maurice Legendre**, qui est d'une génération antérieure à la sienne, puisqu'il est né en 1878. Agrégé d'histoire et de géographie au tout début du 20^{ème} siècle, celui-ci avait décidé de se tourner vers l'Espagne parce qu'il jugeait que ce pays était injustement méconnu en France ; il y avait été encouragé notamment par une rencontre avec le philosophe Jacques Chevalier (de quatre ans plus jeune que Legendre), que nous retrouverons plus tard à un moment important de l'histoire de Robert. Legendre a donc été un des tout premiers fondateurs de l'hispanisme en France. Trente-cinq ans après leur première rencontre, à la mort de Legendre, Robert raconte ceci : « *Unamuno l'initia aussi à l'Amérique. « Don Miguel »³ n'y était jamais allé, mais il entretenait des relations étroites avec plusieurs républiques hispano-américaines, qui accueillait ses articles dans leurs journaux et leurs revues, et qui lui envoyaient une multitude de publications. C'est ainsi qu'à une époque où, sauf Ernest Martinenche⁴, les hispanistes français ne s'intéressaient guère au Nouveau Monde et semblaient même ignorer quelquefois son existence, Maurice Legendre ne manquait pas d'étendre son horizon jusqu'aux pays d'outre-mer. Dès 1919, comme je m'interrogeais sur la route à suivre, c'est lui qui non seulement me conseilla de me tourner définitivement vers les études hispaniques, mais encore m'encouragea à entreprendre des recherches sur l'histoire religieuse du Mexique* ». [Dernière phrase soulignée en gras par FX].

Au-delà de ce que cette rencontre initiale représente et signifie pour l'avenir de Robert, celui-ci éprouvera désormais pour Maurice Legendre, au-delà de sa mort, en 1955, une très forte admiration et une vraie affection. Ces sentiments sont certes dus aux qualités intellectuelles et morales de cet homme, mais aussi et surtout au fait qu'ils partagent les mêmes convictions religieuses, très fermes, pour ne pas dire intransigeantes, et le même profond attachement à l'Eglise catholique. C'est Maurice Legendre que Robert choisira comme parrain de son premier enfant, Marie-Anne, en 1932.

C'est au même moment, en 1919, qu'il rencontre pour la première fois Marcel Bataillon. Celui-ci, né en 1895, a réussi le concours d'entrée à l'Ecole Normale en juin 1913. Pendant sa première année à l'Ecole, il est victime d'une pleurésie, ce qui l'oblige à interrompre sa « scolarité » et qui lui vaut d'être réformé temporaire. Cela lui permet de faire un premier séjour à Madrid, en 1915-1916, où il fait ce que l'on appellerait aujourd'hui une maîtrise. Puis, à 21 ans (!) il est nommé délégué en Espagne (qui n'est pas engagée dans la guerre) du « Comité international à la propagande », avec mission de plaider la cause des alliés auprès des autorités et d'une opinion espagnole très partagées entre le soutien à ces alliés et le soutien aux Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie). Il est finalement, sur son insistance, mobilisé dans l'artillerie, où il fait les deux dernières années de la guerre. Un de ses frères, plus jeune que lui, a été tué au Chemin des Dames en juillet 1917. Après avoir

3 « l' » désigne Maurice Legendre.

4 C'est-à-dire Miguel de Unamuno, qui était un écrivain espagnol reconnu, né en 1864, et un grand universitaire.

5 Que nous retrouverons plus tard.

été démobilisé, il retourne un moment en Espagne, et c'est là que son chemin croise celui de Robert pour la première fois.

Celui-ci raconte : « ... notre première rencontre, en juillet 1919... Cela se passait au second étage de l'Institut français de Madrid, qu'occupait à cette date l'École des Hautes Etudes Hispaniques, et où je prolongeais un premier séjour, tandis que (Bataillon) venait reprendre contact avec l'Espagne, où (il) avait déjà eu l'occasion de travailler. Nous avons alors vécu plusieurs jours ensemble, en compagnie d'un homme qui a laissé un grand souvenir à plusieurs d'entre nous et qui a marqué à sa manière, qui n'était jamais banale, dans l'histoire de nos relations avec l'Espagne : je veux parler de Maurice Legendre ». Ricard et Bataillon constitueront, avec et derrière Ernest Martinenche, Georges Cirot et surtout Maurice Legendre, la petite troupe de ceux qui feront de l'hispanisme une discipline de plus en plus reconnue dans l'université française.

Une forme d'amitié naît très vite entre Marcel et Robert, plus intellectuelle sans doute qu'affective, et qui durera, là aussi, jusqu'à la mort de Bataillon, en 1977. Robert éprouve pour Marcel une profonde estime, une sorte d'admiration même, mais quelque chose d'essentiel crée entre eux (pour Robert en tout cas) comme une barrière : Marcel est agnostique et il ne cache pas (j'en reparlerai plus loin) ses opinions de gauche. Dans les domaines politique et idéologique, des divergences importantes se manifesteront entre eux, par exemple au moment du Front populaire, en France, à propos aussi de la guerre civile en Espagne, en 1936-1939, et du régime de Franco, qui durera jusqu'en 1975, par rapport aussi, entre 1940 et 1945, à Pétain et au régime de Vichy.

Bataillon, lui, prendra bientôt ses distances avec Legendre et, assez vite, ne supportera plus ses idées et ses livres. Un exemple, tiré d'une lettre à son meilleur ami, dès 1930 : « *La Littérature espagnole de Legendre. Je viens de la lire... sans la couper... pour la renvoyer intacte à ma librairie qui me l'a envoyée à la faculté « por si acaso »... car plutôt que de l'acheter, j'aimerais mieux acheter douze francs de Clément Vautel ou de quelque autre immondice journalistique. Tu partages avec Americo Castro l'honneur d'être mis au pilori comme falsificateur de la « Catholique Espagne ». Ce petit bouquin, qui est à cet égard du « SuperLegendre » est moins bête que faux... Il y a là une façon de s'identifier immodestement avec les plus hauts intérêts du catholicisme et de tout rapporter à ces intérêts – qui ferait rire si le livre était plus franchement subjectif et polémique... Mais voici bien longuement commenter un méchant bouquin qui ne mérite que le silence.* » Nous verrons plus tard à quel point Bataillon et Ricard jugent différemment, en 1938, la *Nouvelle histoire d'Espagne* de Legendre.

Paris, de nouveau, 1919 - 1920

Pendant ce temps, à Paris, juste avant cette première rencontre simultanée avec Legendre et Bataillon, un concours spécial d'entrée à l'École Normale a été organisé à l'intention des khâgneux qui avaient été mobilisés à partir de l'été 1914 et n'avaient donc pas pu se présenter au concours. Ce sont soixante-dix nouveaux normaliens de cette promotion « spéciale » qui arrivent rue d'Ulm à l'automne 1919, en plus des quinze reçus de la promotion « normale » de 1919 et des treize reçus de la promotion 1918 qui viennent accomplir, avec un an de décalage, leur première année d'École.

Parmi les élèves de la promotion « spéciale » de 1919 se trouvent deux hommes, **Paul Guinard** et **Henri Terrasse**, nés tous deux en 1895, comme Bataillon. Robert, à ce moment-là, ne fait que les côtoyer occasionnellement, d'autant plus qu'ils sont mariés tous les deux et ne logent pas dans l'Ecole, non plus que Robert d'ailleurs. Pourtant, d'après ce qu'il en dit lui-même bien longtemps après, c'est là que commencent deux amitiés qui se noueront un peu plus tard, lorsque, dans les années 1920, leurs carrières vont les rapprocher vraiment.

Robert n'aura eu que très peu de véritables amis durant sa vie ; il n'a, semble-t-il, gardé aucune amitié de ses années de collège et de lycée. Il se liera avec ces deux jeunes hommes d'une réelle amitié, différente de celle qui le lie à Bataillon : avec Guinard et Terrasse, il y a de la vraie affection et de fortes connivences, qui reposent essentiellement sur des convictions religieuses partagées. Henri Terrasse sera, en juillet 1931, un des deux témoins de Robert pour son mariage. Je vois comme un signe de la force de ce trio dans le fait que ce sont Guinard et Ricard qui, dans l'annuaire des anciens élèves de l'Ecole, rédigeront chacun une notice consacrée à Terrasse, après la mort de celui-ci, en 1971. Et, après cette disparition, Ricard, à la mort de Guinard, en 1976, commence ainsi la notice qu'il lui consacre dans le même annuaire : « *Nous avons conclu, Paul Guinard et moi, une espèce de pacte. Il était entendu que celui de nous deux qui survivrait à l'autre évoquerait sa mémoire dans notre annuaire* ». Curieusement, alors que, d'emblée, Robert tutoie Bataillon et Guinard, il vouvoie Terrasse, (au moins jusqu'en 1931) et réciproquement, bien sûr.

Si les champs de travail de Bataillon et de Ricard sont assez largement voisins, et même en partie communs (la langue et la littérature espagnoles et le Mexique notamment), les choses sont un peu différentes avec Guinard et Terrasse. Ils obtiennent tous les deux une agrégation d'histoire et de géographie, Terrasse en 1920 et Guinard en 1921. Le premier se consacrera à l'art « mudejar », c'est-à-dire l'art né de la rencontre et de la fécondation mutuelle entre l'Islam et le christianisme. Guinard deviendra un spécialiste reconnu de l'art espagnol et de sa peinture en particulier, avec, comme couronnement de son travail, une thèse (soutenue en 1959, à plus de soixante ans ! ses amis n'y croyaient plus...) sur Zurbaran, un très célèbre peintre espagnol du 17^{ème} siècle.

Quand Robert regagne Paris dans l'été 1919 pour, à l'automne, entrer réellement à l'Ecole normale afin d'y faire sa seconde année, ses perspectives et ses projets ont profondément évolué. Mais il lui reste trop peu de temps pour immédiatement « changer son fusil d'épaule » (qu'on me pardonne cette image hardie à propos du si pacifique Robert !) et il conserve, pour le moment, l'objectif « agrégation de lettres classiques ».

De ce fait, et pour une bonne douzaine d'années, il va devoir mener une double vie. « Double vie » professionnelle, s'entend, car, pour ce qui est de sa vie privée, elle est d'une limpidité et même d'une austérité quasi monastiques !

A dire vrai (et cela n'a pas changé de nos jours), tous les jeunes agrégés qui veulent accéder à l'enseignement supérieur doivent simultanément préparer une thèse et faire face aux obligations d'un poste, dans l'enseignement secondaire le plus souvent, qui justifie leur traitement.

Robert, lui, va donc, dès cette année 1919-1920, à la fois poursuivre la préparation du concours d'agrégation et commencer à travailler à sa future thèse.

Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle cette année 1919-1920 se déroule dans une ambiance très particulière. Il y a à cela une autre raison, de bien plus grande ampleur.

En effet, comme je l'ai dit plus haut, c'est lors de cette rentrée universitaire de 1919 que se retrouvent à l'Ecole des jeunes gens dont le passé tout récent est fait d'expériences profondément différentes.

Jean-François Sirinelli, qui a écrit l'histoire de l'Ecole de cette époque, résume ainsi la situation :

« Du fait de la guerre, se côtoyèrent donc à l'Ecole normale supérieure, en 1919 et dans les années suivantes, des élèves d'âges et d'expériences très différents. La promotion spéciale de 1919 comprenait des mobilisés de l'été 1914 et des soldats appelés sous les drapeaux au cours des années suivantes. Des élèves reçus au concours de 1914 et mobilisés aussitôt après, (...) commençaient, en réalité, eux aussi, leur scolarité rue d'Ulm en 1919. Les survivants des promotions 1912 et 1913 reprenaient leurs années de scolarité à l'Ecole, interrompues par la guerre avant l'agrégation. Les élèves des promotions 1916, 1917 ou 1918 continuaient leurs études ou les reprenaient, certains ayant été mobilisés après leur réussite au concours. Enfin, les élèves du concours normal de 1919 entamaient, eux aussi, leurs années d'études ».

Au lieu des cent cinquante élèves (lettres et sciences) normalement accueillis par l'Ecole, il y en a, à la rentrée 1919, deux cent vingt huit. Vingt-cinq ans plus tard, un ancien membre de la direction de l'Ecole de cette période se souvient : *« C'était une véritable cohue : des tout jeunes, frais émoulus des lycées où leurs études avaient été bousculées par la guerre, se trouvaient confondus avec des hommes qui l'avaient faite, mûris et durcis par ses épreuves, plusieurs marqués de ses blessures, redevenus élèves après avoir commandé à d'autres hommes et bravé la mort avec eux. Plus d'externes que d'internes modifiaient incroyablement la substance intime de l'Ecole... ».*

Un normalien de cette époque raconte plus tard : *« Quelle bigarrure en effet, celle de ces promotions d'après-guerre qui débordèrent de la vieille maison du 45 [rue d'Ulm] à l'inconfort louis-philippard de la cuvette et du broc d'eau, et des menus du Pot [la cantine] servis dans des assiettes de cantine incassables, - un inconfort dont tout le monde s'accommodait assez jovialement ».* Robert n'a sans doute pas connu cet inconfort, car il logeait encore, très probablement, chez ses parents.

Un autre ancien de la promotion « spéciale » de 1919 (devenu entre temps Dominicain, le Père Avril, connu, dans les années 1950-1960 pour ses sermons du dimanche à la radio) se souviendra, près de cinquante ans plus tard : *« ... Nous goûtions l'euphorie d'une sorte de résurrection après les années terribles. Notre joie n'était voilée que par le souvenir des nombreux camarades fauchés dans les massacres et la conscience que nous avions précisément de venir combler les vides qu'ils avaient laissés. Au reste, il fallait beaucoup travailler pour rattraper le temps perdu : ce ne furent point pour nous « les années folles » ! Pourtant, nous restions assez « décontractés » et nous nous étonnions un peu de l'acharnement déployé par nos camarades plus jeunes, issus directement des khâgnes.*

On ne s'ennuyait certes pas. D'aucuns se passionnaient pour la politique, d'autres pour... la spiritualité. Le groupe communiste était virulent. Le groupe tala, fort nombreux, restait plus discret qu'il ne le fut à une époque ultérieure. » Je ne pense pas me hasarder en disant que Robert faisait certainement partie de ce groupe « tala » (de « ceux qui von-tala-messe », selon l'explication la plus communément admise, bien qu'elle soit incertaine).

« Nous comptions avec nous, » dit un autre ancien, *« compagnons de soirées enfumées et polémiques... »* suivent les noms, assortis chacun de quelques commentaires, de treize condisciples, suivis de *« Robert Ricard, de 1918, qui, des lettres classiques, devait obliquer vers l'espagnol ».*

Mais qu'est-ce que Robert a connu ou au moins perçu, lui, à peine sorti d'une adolescence très protégée, de ce qu'avaient pu vivre les rescapés de la guerre ? Bien des exemples, dans l'histoire, montrent que ceux qui ont connu l'enfer ne peuvent pas, ou ne veulent pas toujours en parler. Et, quand certains en parlent ou tentent de le faire, ceux à qui ils s'adressent n'ont pas toujours l'envie ou la capacité de les entendre. En tout cas, je ne me souviens pas que Robert nous (ses enfants) ait jamais parlé de ce que ses camarades de Normale auraient pu lui apprendre de la « Grande guerre ».

Pendant sa deuxième année à l'École, il bénéficie, bien sûr, des cours réservés aux élèves de l'École et il prépare simultanément un « Diplôme d'études supérieures des langues classiques (composition et discussion d'un mémoire, explication de trois textes, grec, latin, français, histoire grecque) » qu'il obtient le 21 juin 1920, et l'agrégation de lettres classiques, à laquelle il est reçu (4^{ème} sur 8 reçus, pour 22 candidats) au début du mois d'août. Le fait que, pendant l'année qui a précédé, il a couru deux lièvres à la fois est bien perçu par les membres du jury, puisque le président de ce jury, dans la fiche d'appréciation finale, note ceci : « *Très jeune (est-ce une réserve sur sa maturité ? [note de FX]) ; et, pendant ces deux dernières années, s'est adonné à des études un peu spéciales. D'où certaines lacunes ou irrégularités dans les épreuves. Mais esprit distingué, juste, précis ; parole nette et sobre. Donne de bonnes promesses.* »

Lisbonne, 1920 - 1922

Il est décidément très attiré par la péninsule ibérique : en guise de service militaire, son classement en « service auxiliaire » (il est tout de même maréchal des logis, c'est-à-dire sergent) se traduit par le fait qu'il est « détaché au service de l'attaché militaire de France au Portugal », grâce à quoi il passe deux ans à Lisbonne, d'octobre 1920 à octobre 1922, comme **lecteur à l'Université**.

Il trouve là les traces toutes fraîches de **Georges Le Gentil**. Celui-ci est de la même génération que Legendre : il est né en 1875. Mais il se trouve qu'il a eu jusque-là un parcours assez semblable à celui de Robert : normalien, agrégé des lettres et conquis par l'Espagne et par l'hispanisme, il a soutenu en 1908 (précocement, à 33 ans) une thèse sur un poète espagnol. Mobilisé en 1914, il a été chargé de diriger, de 1916 à 1919, une mission militaire au Portugal et c'est là qu'est née sa nouvelle vocation. Le Gentil va devenir celui par qui les études portugaises et brésiliennes vont peu à peu, à partir des années 1920, trouver place dans l'Université française, et cela aura plus tard des conséquences sur la carrière de Robert.

Pour en revenir à celui-ci, son rôle de lecteur consiste surtout à assurer des « cours de conversation française » auprès des étudiants portugais à qui il doit aussi faire travailler et traduire des textes de la littérature française. Son séjour de deux ans au Portugal lui permet évidemment d'apprendre le portugais, de s'imprégner de la culture, de l'histoire et de la civilisation portugaises. Il rencontre aussi des intellectuels et des universitaires portugais avec nombre desquels il restera en

contact pendant les années suivantes et, pour certains, pendant toute sa (ou leur) vie. Il est même admis comme membre ordinaire (« *socio ordinario* ») de la Sociedade de Geographia de Lisboa. Il ajoute ainsi une nouvelle et précieuse corde à son arc, et cet investissement lui permettra, vingt-cinq ans plus tard, et parce qu'il a continué entre temps à travailler dans le « champ portugais », comme nous le verrons, d'accéder à la Sorbonne, où il succédera à Georges Le Gentil.

Il travaille donc pour lui, c'est sûr, mais, manifestement, il ne rend pas, ou pas suffisamment, pendant ce séjour au Portugal, les services qu'« on » attendait de lui : c'est ce que montrent ces quelques phrases extraites d'une lettre datée du 11 juillet 1922 (de la fin de son séjour, donc) et qui est signée du directeur de l'Office national des universités et écoles françaises : « *Je vous remercie des nombreux extraits de presse que vous m'avez traduits et envoyés, et qui m'ont mis au courant d'un certain nombre de questions d'enseignement portugais. Je ne puis pas vous cacher que la besogne d'un bureau de l'Office à l'étranger est infiniment plus complexe. Si j'avais eu le temps d'aller au Portugal cette année et de me rendre compte des choses par moi-même ; si enfin vous ne m'aviez pas, au cours d'une conversation, indiqué votre intention ferme de ne pas rester à Lisbonne, j'aurais traité cette question tout au long avec vous. Il faudra évidemment que votre successeur fasse donner au Bureau de l'Office un rendement tout différent.* »

Le « successeur », c'est... Marcel Bataillon, mais le peu que je sais de l'histoire ne me permet pas de dire s'il a, aux yeux de ses « patrons », fait ou non mieux que Ricard.



Salamanque, juillet 1921

Madrid, second séjour, 1922 - 1925

Puis le voici de nouveau boursier à l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques, à Madrid, pour une période de trois ans (1922-1925).

Gaspard Delpy est un des pensionnaires, cette année-là, de l'EHEH, mais plus âgé de 12 ans que Robert. C'est lui que Robert, en 1953, remplacera dans une chaire d'espagnol à la Sorbonne. Je signale cela simplement pour montrer encore une fois à quel point c'est dans les toutes premières années de sa vie de jeune universitaire que, comme c'est généralement le cas, se sont constitués les réseaux professionnels durables de Robert.

Celui-ci côtoie aussi, à l'EHEH, Jean Sarrailh, qui deviendra également un hispaniste réputé, mais avec qui Robert n'a pas, pour des raisons d'idéologie principalement, d'atomes crochus, et leurs relations resteront toujours distantes.

C'est aussi dès le début de ce séjour qu'il se lie vraiment avec Paul Guinard, qui enseigne à l'Institut Français, installé dans les mêmes bâtiments que l'EHEH. A bien des égards, comme avec Terrasse, et notamment pour la fermeté de leurs convictions religieuses, ils sont très proches l'un de l'autre. Mais, vingt ans plus tard, ils divergeront profondément dans leurs choix politiques, j'en dirai quelques mots.

C'est là qu'il commence à travailler sur l'évangélisation de la Nouvelle-Espagne (le Mexique) au 16^{ème} siècle, ce qui sera le sujet de sa future thèse : par exemple, dès le début de l'été 1923, il publie deux articles sur ce sujet dans des revues savantes. Cela exige de lui de longues séances dans différentes bibliothèques. C'est un genre d'endroit où il n'aime pas travailler, et c'est sûrement une des raisons pour lesquelles, toute sa vie, il achètera beaucoup de livres. Il travaille à Madrid, bien sûr, mais aussi dans d'autres villes, en particulier à Séville, où se trouvent rassemblées, en un lieu qui s'appelle *Archivo de Indias*, une bonne partie des archives espagnoles concernant la « conquista » et les relations entre l'Espagne et ses colonies d'Amérique.

Il continue bien sûr aussi à se nourrir, à s'imprégner de la culture et des modes de vie espagnols. Il se passionne pour la corrida, à propos de laquelle il écrit tout un petit traité, intitulé « *El aficionado novel. Notions sommaires de tauromachie à l'usage des Philistins* » (nous dirions aujourd'hui « béotiens »). Il donne même parfois à tel journal espagnol de petites chroniques tauromachiques dont les spécialistes espagnols conviennent qu'elles sont dignes d'intérêt.

Il publie déjà d'assez nombreux articles, sur des sujets très divers, dans des revues savantes, espagnoles et françaises.

Son père meurt brusquement, à Paris, le 29 février 1924. Selon une pratique courante à cette époque, il marquera son deuil en utilisant pour sa correspondance, pendant plusieurs mois, du papier à lettre encadré de noir.

Il faut qu'il ait un « patron » de thèse, c'est-à-dire un universitaire institutionnellement reconnu qui le guidera pendant la préparation de la thèse et qui, le jour de la soutenance, sera le rapporteur, c'est-à-dire, en quelque sorte, son parrain. Etant donné le sujet qu'il a choisi, il faut quelqu'un

qui connaisse l'Amérique espagnole, ce qui n'est le cas d'aucun des rares hispanistes patentés de l'époque (Georges Cirot, Maurice Legendre, Ernest Martinenche).

J'ignore par qui et comment il a été mis en relation avec **Paul Rivet**, qui, de fait, jouera un rôle déterminant dans l'histoire de la thèse et dans l'« affaire » du Mexique. Rivet, né en 1876, a fait des études de médecine et est devenu médecin militaire. A ce titre, en 1901, il a accompagné une mission géodésique française en Equateur, où il a passé cinq ans. S'intéressant alors aux Indiens, il a évolué vers l'anthropologie et l'ethnologie, qui étaient des disciplines toutes récentes. Il a quitté l'armée en 1909 pour entrer au Muséum d'histoire naturelle et y enseigner. Même pendant la guerre, où il est mobilisé sur le front d'Orient comme médecin, il fait preuve d'une activité scientifique débordante. Après la guerre, entre autres, il devient un membre influent de la Société des Américanistes. Il sera toute sa vie un savant et un écrivain d'une extraordinaire fécondité.

C'est à Paris que Robert le rencontre pour la première fois, comme il le racontera lui-même quarante-cinq ans plus tard, « *dans une sombre et vétuste salle du Muséum, située au cœur d'une antique bâtisse de la rue de Buffon où étaient alors installés la chaire d'anthropologie et ses laboratoires et où la Société des Américanistes tenait ses assises* ». Cela se passe en 1924 (probablement à l'occasion des vacances d'été). Sa première lettre à Rivet date d'octobre 1924 et elle marque le début d'une correspondance qui, d'une régularité inégale au cours des années, va durer jusqu'à la mort de Paul Rivet, en 1958. Robert y manifeste beaucoup d'estime, une sorte d'affection même, et de respect pour Rivet, malgré, là aussi, des choix idéologiques et politiques très différents, voire opposés, par exemple lors des événements de 1934 en France, au moment du Front Populaire, en 1936, ou pendant la 2^{ème} guerre mondiale.

Le Maroc, premier séjour, 1925 - 1930

Tout agrégé doit assurer pendant un temps un service dans l'enseignement secondaire, en attendant que, le cas échéant, il ait rempli les conditions nécessaires pour accéder à l'enseignement supérieur. Ses trois années à Madrid ont permis à Robert de retarder cette obligation, mais il ne peut s'y soustraire. Il écrit, le 11 mai 1925, à Paul Rivet : « *J'ai commencé des démarches pour prendre un poste l'an prochain. Comme il est très difficile d'obtenir la région parisienne et que ce ne me serait peut-être pas extrêmement utile, je songe soit à Alger, soit à Rabat, qui me sont infiniment plus sympathiques que n'importe quelle petite ville de province en France* ».

Peu après, il est nommé professeur remplaçant au Lycée de Vendôme, nomination qu'il refuse, pour la raison que nous venons de voir, et qu'il redit clairement quelques mois plus tard : « *Le métier de professeur de lycée ne me paraît pas de nature à soulever l'enthousiasme, mais j'espère bien le faire le moins longtemps possible et, puisqu'il faut en passer par là, mieux vaut que ce soit dans un pays intéressant que dans un trou de province* ». Le fait est qu'il est presque aussitôt nommé **professeur au Lycée Gouraud, à Rabat, pour la rentrée d'octobre 1925.**

C'est dans le Maroc de Lyautey qu'il arrive. Qu'est-ce à dire ? En 1912, la France, après plusieurs années de tensions et de négociations internationales au sujet du Maroc, a obtenu des puissances occidentales la « permission » d'établir son autorité sur ce pays. Cela s'est traduit par un traité de protectorat imposé au sultan du Maroc en mars 1912. Dans le cadre de ce protectorat, le représentant officiel du gouvernement français porte le titre de Résident général. C'est le général Lyautey qui est le premier nommé à ce poste, qu'il occupe jusqu'en septembre 1925. Il a des adversaires déclarés, mais beaucoup admirent l'intelligence et l'efficacité de son action : il concilie de façon équilibrée trois grandes formes d'activité. Il fait la guerre et, malgré parfois de grandes difficultés, il « soumet » peu à peu la plupart des tribus marocaines hostiles à la présence française. Par ailleurs, il « bâtit » beaucoup, en impulsant la construction de routes, de voies ferrées, de quartiers de villes, ... et en encourageant le développement d'entreprises françaises sur le sol marocain. Enfin, et peut-être surtout, il administre le Maroc en y affirmant clairement les prérogatives de la France et, en même temps, en veillant soigneusement à respecter ce qui reste tout de même d'autorité reconnue au sultan et à faire en sorte que celui-ci ne soit jamais, aux yeux de ses sujets, déconsidéré, voire humilié par la France. Tout cela ne va pas sans difficultés ni échecs, mais les Marocains sont nombreux à estimer Lyautey et, pour l'essentiel, les relations sont bonnes entre les institutions proprement marocaines et celles du Protectorat. Reste que, lorsque Lyautey quitte le Maroc, en septembre 1925, contraint à la démission par ses adversaires, celui-ci n'est pas entièrement « pacifié », comme on disait alors. En outre, les successeurs de Lyautey ne seront pas, et parfois de très loin, à sa hauteur, sauf peut-être Noguès, comme nous le verrons plus loin.

Robert, donc, comme il l'avait souhaité, découvre le Maroc, « pays intéressant » en ce sens que son histoire a de nombreux liens avec celle de l'Espagne, sans compter la similitude des climats. Il va très vite, comme pour l'Espagne, manifester un grand attachement pour ce pays. En juillet 1930, sur le bateau qui l'emmène au Mexique, il écrira : « *Jamais je ne me suis senti si attaché au Maroc que depuis que je suis obligé d'aller au Mexique.* » Et il exprimera souvent cet attachement dans ses lettres à Paul Rivet, au cours des années 1931-1937.

Il occupe son **poste au Lycée Gouraud pendant trois ans, jusqu'à l'été 1928**. Son manque d'enthousiasme pour cette forme d'enseignement est relevé dans les deux rapports d'inspection que contient son dossier administratif. « *M. Ricard ne trouve pas, je crois, un grand intérêt à apprendre le rudiment aux enfants. (...) L'enseignement supérieur me paraît être sa vocation* » (inspection pendant un cours de latin en classe de 6^{ème}, en février 1928). Un autre écrit : « *Sans être spécialiste, il connaît très bien l'espagnol. (...) Parfois peut-être se trahit un peu le détachement de l'érudit* » (cours d'espagnol en classe de 3^{ème}, en mars 1928).



Classe de 5^{ème}, 1927-1928

Parallèlement à son enseignement, il travaille à la rédaction de sa thèse : « *J'ai trouvé ici la tranquillité nécessaire pour ce genre de travail* », écrit-il en décembre 1925, et « *sauf imprévu, j'espère terminer la rédaction de ma thèse principale – le « gros » du moins – pour la fin de juin. Je voudrais employer la plus grande partie des vacances à revoir et à compléter un certain nombre de choses à Séville, à Madrid et à Paris, de façon à pouvoir vous (Rivet) laisser le manuscrit avant de regagner Rabat* ».

Tout cependant ne va pas pour le mieux : au même moment, il se confie à Bataillon : « *Ce que j'écris du reste ne me satisfait guère ; je crois que je ne serai jamais qu'un amateur et j'ai le tort de m'y résigner mal* ».

Deux mois plus tard, à Paul Rivet : « *Je suis dans tout le feu de la rédaction de ma thèse ; elle sera, d'ailleurs, brève, et je compte avoir terminé à peu près fin juin. Je profiterai des vacances pour faire à Séville, à Madrid et à Paris les vérifications et additions nécessaires et j'espère pouvoir vous remettre en décembre au plus tard un manuscrit à peu près définitif. (...) Mais que de lacunes dans ma thèse parce que je n'aurai pu acheter certains textes, parce que j'aurai été forcé de les voir dans des bibliothèques, où il m'est impossible de travailler sérieusement* ».

Visiblement, il n'a pas pu tenir l'échéance espérée : trois ans plus tard, en janvier 1929, voici où il en est : « *J'ai été, depuis la rentrée de novembre, presque complètement absorbé par la préparation de mes cours à l'Institut (des Hautes Etudes Marocaines) et des conférences que je dois faire à Alger au mois de mai. Je viens seulement de me remettre à ma petite thèse (...). Avant de me remettre à la grande (vous savez que j'ai fait une rédaction sommaire et provisoire que je dois reprendre et refaire entièrement), je voudrais vous soumettre le plan de mon travail* ».

Sa mère meurt, à Paris bien sûr, le 19 octobre 1927. On peut supposer qu'il l'a revue au moins l'été précédent, à l'occasion des vacances. Il se fait alors la promesse d'assister désormais à la messe le 19 de chaque mois.

Durant ces premières années au Maroc, de 1925 à 1930, il partage un logement (« la case ») avec Terrasse qui est veuf et dont le petit garçon (« Juanito ») vit en France chez ses grands-parents.

Il semble que, **dès l'automne 1926**, il commence à donner **quelques cours à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines (IHEM)** ; à **l'automne 1928**, quittant définitivement l'enseignement secondaire, il y obtient un poste de « **Directeur d'études** des sources européennes de l'histoire du Maroc ». Il va occuper ce poste **jusqu'en juin 1937**, avec juste une sorte de parenthèse, au Mexique, en 1930-1931.

Le principal rôle de l'Institut est de mener des recherches sur les différents aspects de l'histoire, de la civilisation et de la culture marocaines : c'est cette dimension « recherche » qui intéresse Robert avant toute autre chose. L'Institut assure en outre la formation du corps des interprètes, qui sont les intermédiaires obligés entre les fonctionnaires français du Protectorat et les Marocains : ceux-ci, dans ces débuts du Protectorat, ne parlent que l'arabe ou le berbère.

C'est sans doute la préparation de sa thèse qui l'occupe le plus : cela fait l'essentiel du contenu de sa correspondance avec Paul Rivet.

Mais c'est probablement aussi à ce moment, entre 1928 et 1930, qu'il commence, ou que, au moins, il mûrit le projet d'une entreprise qui, surtout après 1933, l'occupera énormément. Il s'agit de ce qui s'appellera plus tard *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*, dont je parlerai plus loin.

Dans un tout autre domaine, il contribue à la vie de la paroisse, ce dont témoigne entre autres la place que ce sujet occupe dans les lettres qu'Henri Terrasse lui enverra, en 1930 et 1931, au Mexique. Le 3 décembre 1928, sous le titre *Une belle manifestation artistique*, le quotidien *L'Echo du Maroc* rend compte, dans des termes dithyrambiques, de l'exécution, par un ensemble de 110 choristes et musiciens, de *La Passion selon saint Jean*, de Bach, où Robert tient le rôle de l'évangéliste : « *Il a soutenu sans défaillance, pendant près de trois heures, le poids d'un rôle écrasant. Sa splendide voix de ténor, d'un métal pur et inaltérable, a fait merveille. Il a déclamé ses récitatifs avec un art des nuances exceptionnel et qui dénote un tempérament artistique vraiment peu commun* ». De quoi rendre jaloux les Placido Domingo (restons espagnols !) de l'époque !

Dès 1924 au moins, il guettait des occasions possibles de se rendre au Mexique, et plusieurs espoirs ont été déçus. Pourtant, dans les premiers temps au moins, il envisageait cela davantage comme un moyen de satisfaire une simple curiosité, d'ailleurs bien compréhensible, que comme une vraie nécessité scientifique. Au printemps 1929, disant son espoir d'avoir terminé sa thèse pour « *la fin de la prochaine année scolaire* », il ajoute : « *Je crois seulement qu'il me serait bon, avant de la livrer à l'imprimeur, d'aller voir, au moins rapidement, ce qu'est le Mexique* ».

Ce projet occupe une place importante dans sa correspondance avec Rivet, et c'est finalement grâce à celui-ci qu'il aboutira. Robert lui-même le raconte : « *Je lui ai dû les moyens matériels d'un déplacement qui, alors comme aujourd'hui, était fort coûteux et dépassait habituellement les possibilités d'un simple particulier. En 1930, et à la suite d'un premier voyage au Mexique durant l'été de 1929, Rivet avait obtenu du gouvernement français la création d'une institution qui s'appelait un peu pompeusement Ecole française de Mexico, mais qui en fait se réduisait à un unique boursier que l'on devait envoyer chaque année faire des recherches au Mexique. Sur la proposition de Paul Rivet, j'ai été le premier bénéficiaire de cette fondation ...* ».

La rencontre avec Brigitte, au printemps 1930

Peu avant qu'il ne parte pour le Mexique, « on » (mais nous ne savons pas qui, et, désormais, nous ne le saurons probablement jamais) lui fait rencontrer une jeune fille dont la famille et le jeune parcours personnel peuvent donner à penser qu'elle lui sera bien assortie. Elle s'appelle **Brigitte Audollent** ; elle a six frères et sœurs vivants ; l'aîné, aviateur pendant la guerre, a été tué en 1917. Son père, Auguste, est doyen de la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand, spécialiste de l'antiquité gallo-romaine, et sa mère, Catherine, a obtenu (chose exceptionnelle pour une femme à cette époque) une agrégation de grammaire juste avant son mariage, en 1893, avec Auguste. Le père de Catherine et grand-père de Brigitte, Louis Petit de Julleville, ancien normalien, a été professeur à la Sorbonne, spécialiste surtout, lui, de langue et de littérature françaises, de théâtre notamment. C'est une famille profondément catholique, qui compte même deux évêques, un oncle maternel de Brigitte, Pierre Petit de Julleville, évêque de Dijon, et un oncle paternel, Georges Audollent, évêque de Blois.

Sur ce terrain-là, Robert dispose lui aussi de quelques atouts, puisqu'une sœur de sa grand-mère, Léonie Aviat, religieuse et fondatrice de la congrégation des Sœurs Oblates de Saint François de Sales, est morte en odeur de sainteté en 1914. De fait, elle sera (ce futur, maintenant passé, s'applique à la période où nous en sommes dans notre histoire...) canonisée en novembre 2001.

Quant à Brigitte elle-même, née en 1905, elle a fait une licence d'anglais et a obtenu, en 1927, à la Sorbonne, un diplôme d'études supérieures (équivalent de la maîtrise actuelle) en littérature anglaise grâce à un mémoire sur l'« *Importance de l'enfant dans les œuvres poétiques de jeunesse de William Blake (1757-1827)* ».

Au moment de cette première rencontre avec Robert, en avril ou mai 1930, elle tente le concours de l'agrégation, mais elle échoue et, très vite, d'autres rencontres entre eux font naître de claires perspectives de mariage, ainsi que le rappellera l'oncle évêque de Dijon, dans son homélie, le jour de leur mariage, en juillet 1931 : « *... parce que vous vous êtes reconnus (...) il vous a fallu peu de temps pour vous en rendre compte : quelques entrevues, les conversations essentielles sur l'usage que vous vouliez faire de la vie, ce je ne sais quoi qui permet de conclure ; en moins d'une quinzaine, si mes souvenirs sont exacts, vous vous sentiez d'accord et vous échangez votre promesse.* » Du coup, elle renonce à l'idée de tenter à nouveau l'agrégation l'année suivante, d'autant plus qu'elle sait que c'est là le désir de Robert. Elle lui écrit le 16 juillet 1930 : « *Elle (la sœur aînée de Robert)) m'a indiqué, très délicatement, que non seulement vous ne préféreriez pas que je poursuive le concours, mais qu'à tout prendre vous aimiez autant que ce soit une question enterrée. Je vous comprends absolument, et je suis contente de vous avoir fait part de ma décision avant votre départ. Je vous ai dit, dimanche dernier, que*

pour diverses raisons je m'arrêteraï là. Bien entendu, c'est vous qui êtes la seule vraie cause. J'estime que j'ai mieux à faire l'an prochain que vouloir à tout prix décrocher un diplôme pour le plaisir de me parer d'un titre (qui sait d'ailleurs si je l'aurais). Et puis je préfère rester tranquillement à la maison pour me préparer à ma tâche future : ce n'est certes pas l'agrégation qui me rendra plus capable de tenir une maison. Enfin, je trouverais ridicule qu'à votre retour, dans 10 mois, vous me trouviez à nouveau dans cette atmosphère d'examen, d'écrit, etc... J'aime mieux vous accueillir sans arrière-pensée et être tout à vous. C'est donc un chapitre terminé et sur lequel je ne reviendrai plus désormais » Pour elle, c'est une affaire entendue et sa « carrière » universitaire s'arrête là.

Le Mexique, 1930 - 1931

Pour eux deux, c'est une rencontre heureuse et pleine de promesses, mais, pour Robert, cela rend plus difficile le départ pour le Mexique et la perspective de dix mois d'une solitude tout à fait différente de celle qu'il a connue auparavant. Jusque-là, sa solitude de célibataire était, sinon vraiment voulue, en tout cas fort bien assumée : à peu de choses près, sa vie s'identifiait avec son travail et avec ses projets professionnels. Ses voyages et ses séjours loin de ses bases familiales étaient essentiellement occasions de plaisir, d'apprentissages, de rencontres, de découvertes, voire de quelque parfum d'aventure. Tout cela sera présent aussi dans le séjour au Mexique, mais la séparation d'avec Brigitte va lui peser, parfois durement : cela apparaît clairement dans son *Journal de mon séjour au Mexique*. Ce texte, manuscrit, est assez impersonnel, fait essentiellement de brèves notations descriptives et narratives ; mais, parfois, il se livre un tout petit peu, évoquant par exemple une crise de cafard ou le sentiment que le temps passe bien lentement.

Le 14 juillet 1930, donc, à Saint-Nazaire, il embarque pour le Mexique avec Paul Rivet qui va y donner une série de conférences. Après un voyage en bateau de dix-sept jours et une journée de train, **il parvient à Mexico dans la soirée du 1^{er} août**. Il va y rester jusqu'au 7 mai 1931.

Nous avons quelques témoignages journalistiques de ce séjour ; ils rivalisent d'enthousiasme. « *Un messenger de la science française au Mexique, M. Robert Ricard* », titre le « *Journal français du Mexique* » le 28 août 1930, à quoi fait écho, fin août également, le « *Un Sabio Francès en México : M. Roberto Ricard* » de l'*Excelsior*. Mais cela ne vaut pas ce titre, en mars ou avril 1931, d'un journal non identifié : « *El insigne profesor M. Ricard ha realizado en Mexico fructifera labor* », accompagné d'une photo dont la légende, sans barguigner, est : « *M. Robert Ricard, Profesor de la Universidad de Paris* ». Plaisanterie mise à part, et quelle que soit la réalité de ces emphases journalistiques, ne sont-elles pas aussi un symptôme de la rareté des échanges culturels entre la France et le Mexique à cette époque ?

Quand il y arrive, ce pays sort à peine d'une longue succession de troubles révolutionnaires et de périodes de guerre civile. La récente guerre des *cristeros* (plusieurs dizaines de milliers de paysans pauvres qui se sont révoltés à la suite des persécutions contre l'Eglise) a duré trois ans, de 1926 à

1929. « ... le pays sortait à peine de la Révolution et subissait les séquelles de la terrible guerre des Cristeros » rappellera plus tard un autre spécialiste du Mexique, François Chevalier, fils de Jacques Chevalier,

que j'ai déjà cité et que nous retrouverons en 1940. Nous ne saurons jamais si Robert parle de tout cela dans ses lettres (nombreuses) à Brigitte et à ses amis, mais, dans son *Journal...*, il ne dit pas un mot sur ce qu'il en perçoit et en pense.

On peut juste s'amuser (ou s'étonner ?) d'y lire, à la date du 16 septembre 1930 : « *Je passe une grande partie de la matinée à courir les rues pour essayer de voir convenablement le défilé militaire, sans d'ailleurs y réussir. Il est du reste interminable car, commencé à 11 h., il n'était pas encore fini à 2 h.½.* »

Il a pourtant des occasions, sûrement, d'aborder les questions politiques ou, au moins, de les entendre évoquer par d'autres. En effet, il est considéré, même s'il n'en a pas le titre officiel, comme l'« attaché culturel » de la Légation de France (c'est une espèce d'ambassade de rang modeste) à Mexico. Cela lui fait rencontrer souvent le « ministre » (comme on dit) de France, avec qui il entretient d'excellentes relations. Cela l'amène aussi à accompagner celui-ci dans des manifestations ou des rencontres officielles, par exemple avec tel ministre mexicain ou même, une fois au moins, avec le Président de la République du Mexique.

Il travaille beaucoup, d'abord sur sa thèse : fréquentes séances à la bibliothèque du Musée National (il faut croire qu'il a réussi à surmonter à peu près son aversion pour ce genre de lieu), visite de divers sites, recherche de documents, lectures de toutes sortes, nombreuses rencontres avec des érudits et universitaires mexicains, ... ; sur d'autres sujets aussi, par exemple « l'enseignement indigène » : comment certains responsables de l'éducation au Mexique s'efforcent de développer l'enseignement parmi les Indiens, jusque-là très abandonnés, et on voit bien les parallèles possibles avec l'éducation des Marocains. Il veut en effet il apporter la preuve que ce séjour au Mexique est profitable pour l'Institut des Hautes Etudes Marocaines : « *J'ai fait tout ce que j'ai pu (conférences, articles, échanges de revues, recherche de documents, etc.) pour lui démontrer que mon année mexicaine n'aura pas été une perte sèche pour le Maroc.* » « lui », c'est un certain Gotteland, directeur de l'Instruction Publique au Maroc (et donc responsable, entre autres, de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines), qui a beaucoup résisté au projet de voyage au Mexique, dont il ne voyait pas, et on peut bien le comprendre, l'intérêt pour le Maroc.

Outre les difficultés que lui cause parfois sa solitude (ou plutôt, car il rencontre de très nombreuses personnes, son éloignement du Maroc et de la France), il a souvent des ennuis de santé (foie, intestin, ...). Tous ces éléments cumulés expliquent aisément que, à la fin de son séjour, il ait perdu 12 kilos !

A côté de son travail, il prend tout de même le temps de quelques distractions : il monte assez souvent à cheval, il va au théâtre, au cinéma (il n'est pas convaincu par le premier film parlant qu'il voit) et, surtout, il assiste à des corridas, dont, depuis sa découverte de l'Espagne, il reste très friand ; il le restera toute sa vie, même de loin.

Il quitte le Mexique le 7 mai 1931, ayant atteint ses objectifs personnels et rempli les tâches autres qu'on lui avait confiées. Notre sœur Marie-Anne a raconté ailleurs les précautions que

prend Auguste Audollent, et dans quels termes il les présente à Robert, pour s'assurer que, lorsque celui-ci arrivera en France ses retrouvailles avec Brigitte se passent dans les conditions les plus convenables aux yeux du monde.

Deuxième séjour au Maroc, 1931 - 1937, et achèvement de la thèse

Après leur mariage, le 25 juillet 1931, à Chamalières, dans la banlieue de Clermont-Ferrand, et un été en France (dont une cure à Plombières), Brigitte et lui (re)gagnent Rabat.

Il retrouve l'ami Terrasse et son poste de directeur d'études à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines.

La thèse n'est pas pour autant achevée, et il y travaille encore, jusqu'à **la soutenance, qui a lieu le 13 mai 1933, à la Sorbonne.**

Comme le souhaitait Robert, Paul Rivet fait partie du jury en tant que rapporteur ; le président est Ernest Martinenche, qui est à ce moment-là professeur à la Sorbonne et directeur de l'Institut d'Etudes Hispaniques (Robert sera donc, de 1953 à 1966, un de ses successeurs). Comme prévu, toujours grâce à Paul Rivet, et avant même la soutenance, la thèse est imprimée et éditée par l'Institut d'Ethnologie. Auparavant, Robert a demandé et obtenu, dès le 30 janvier 1933, l'« Imprimatur »⁶ de l'Archevêché de Paris.

La thèse a pour titre : ***La « conquête spirituelle » du Mexique. Essai sur l'apostolat et les méthodes missionnaires des ordres mendiants⁷ en Nouvelle-Espagne de 1523-24 à 1572.*** Elle consiste à montrer comment ces moines s'y sont pris pour tenter de convertir les Indiens et à évaluer dans quelle mesure ils ont réussi.

Il raconte, dans une lettre à Bataillon : « ... *ma soutenance, qui s'est terminée très honorablement. Martinenche, comme il lui arrive souvent, s'est montré pointu ; il avait d'ailleurs à peine lu la thèse, et il a fini par l'avouer. Hauser et Rivet, au contraire, ont été tous les deux – avec les réserves inévitables – très sympathiques. (...) J'ai été d'autant plus heureux de l'approbation (de Hauser) que je le sais légitimement exigeant* ». Rivet, lui, a bien joué son rôle de patron de thèse et de rapporteur, en soulignant l'intérêt de ce travail, mais, lui qui est agnostique, il note tout de même ceci : « *Peut-être pourra-t-on objecter que les opinions personnelles de l'auteur, qui apparaissent visiblement tout au long de son livre, n'étaient pas de nature à lui permettre d'étudier en toute impartialité le sujet qu'il avait choisi ; en fait, il ne s'est jamais laissé influencer par elles au point de renoncer inconsciemment à la*

6 Terme latin qui signifie : « *cela peut être imprimé* » ; cette autorisation, accordée par l'autorité ecclésiastique, est une garantie que l'ouvrage en question ne contient rien qui soit contraire à la doctrine et à la morale catholiques.

7 Ce sont les Franciscains, les Dominicains et les Augustins.

plus scientifique objectivité ; elles ont eu, de toutes façons, l'avantage de l'amener à traiter ce sujet 'par l'intérieur' ».

Ainsi que le prévoient les règles de l'Université, Robert présente aussi une « **thèse complémentaire** », qui est un travail de moindre ampleur que la thèse principale, mais qui doit montrer la capacité du candidat au titre de « docteur » à ne pas s'enfermer dans un domaine trop étroit. La thèse complémentaire de Robert a pour titre *Un document portugais sur la place de Mazagan au début du 17^{ème} siècle* : c'est une illustration de la place que tiennent dans son travail le Maroc et le Portugal.

Comme cela se passe toujours dans ces cas-là, plusieurs revues professionnelles ou savantes publient un compte-rendu critique de cette thèse. Le journal *La Croix*, qui est pourtant un quotidien d'informations générales, lui consacre même un long article : il faut dire que le directeur de *La Croix*, à ce moment-là, est Jean Guiraud, lui-même historien et (peut-être surtout), par son mariage, oncle de Robert.

Celui-ci franchit donc, en mai 1933, très jeune encore par comparaison avec beaucoup de nouveaux « docteurs ès-lettres », une étape essentielle de sa carrière : le **titre de « docteur d'Etat »** qu'il vient d'obtenir lui ouvre complètement, comme il le souhaitait depuis longtemps, les portes de l'enseignement supérieur, dans une faculté. Dès avril 1933, il a été inscrit sur la *Liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences pour les études historiques hispano-portugaises*. Cela ne correspond pas tout à fait à ce qu'il aurait souhaité, comme il l'écrit à Bataillon « *Le Gentil m'avait conseillé d'indiquer les études ibéro-américaines, auxquelles j'avais joint moi-même la formule « études hispaniques » (...)* Je suppose que la restriction qu'implique l'addition « historiques » est due à M. (Martinenche), *soucieux de protéger les fueros⁸ des études philologiques et littéraires, qui pourtant n'étaient guère menacés. Je m'explique moins la disparition de l'Ibéro-Amérique. Est-ce réaction contre mon bon patron Rivet, avec lequel M. ne sympathise pas beaucoup ? Après tout, peu importe. Ce qui importe, c'est d'être inscrit »*

Les suppositions de Robert ne sont que partiellement exactes, puisque voici ce que, dans un document du 22 mars 1933, Martinenche avait écrit :

« M. Ricard sollicite son inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences.

Les travaux de M. Ricard révèlent de très sérieuses qualités de recherche et d'érudition. Ils ne font peut-être pas toujours preuve de toute l'objectivité désirable ; il n'en est pas moins vrai que les opinions personnelles de M. Ricard lui permettent

8 Compte-tenu du contexte, on pourrait traduire ce mot par « domaine réservé » ou « domaine à protéger ».

de mieux comprendre les sentiments et l'œuvre de ceux auxquels il a consacré sa thèse principale.

M. Ricard ne me paraît pas particulièrement désigné pour un enseignement de la langue et de la littérature espagnoles. Il l'est au contraire pour des études historiques hispaniques ou portugaises, et plus spécialement ibéro-américaines ».

Il avait passé en 1920 une agrégation de lettres classiques, le voici « consacré » par l'institution universitaire, 13 ans plus tard, dans une autre voie, où de nouvelles perspectives lui sont ouvertes.

Libéré désormais du poids de la thèse et de cette charge de travail, et en attendant une « vraie » affectation dans l'enseignement supérieur, il reprend son poste à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, à Rabat.

Terrasse, que Robert vient d'y retrouver, se remarie cette même année 1933.

C'est dans la période qui s'ouvre là qu'il engage le second (après sa thèse) gros chantier de sa vie, très efficacement aidé successivement par plusieurs personnes, des Français et des Portugais. En bref, ce travail consiste à repérer dans les différents lieux d'archives anciennes, au Portugal, des documents qui n'en ont jamais été extraits, de sélectionner ceux qui concernent les relations entre le Portugal et le Maroc au 16^{ème} siècle, de les transcrire de façon aisément lisible, de les regrouper et de les organiser autour de personnages ou d'événement importants, d'expliquer et de commenter ces regroupements, ces personnages, ces événements, puis de faire imprimer le tout. Il s'agit typiquement d'un énorme travail de pure érudition, qui peut avoir une très grande utilité pour les spécialistes, mais qui n'est compréhensible et utilisable que par eux. Mais il faut aussi trouver, auprès des autorités adéquates de l'Université et de l'Etat, l'argent nécessaire pour faire imprimer le résultat de ces travaux.

Robert coordonne et supervise toute cette entreprise, qui aboutira à la publication, entre 1939 et 1953, de plusieurs (5 ou 6) gros volumes sous le titre général de *Les sources inédites de l'histoire du Maroc – Archives et bibliothèques du Portugal*.

C'est peu après que des événements politiques importants, en France d'abord à partir de 1934, puis en Espagne à partir de 1936 et enfin dans le monde avec la deuxième guerre mondiale, vont faire apparaître très clairement ses **divergences idéologiques et politiques avec Marcel Bataillon d'une part, et avec Paul Rivet d'autre part.**

En effet, au début de l'année 1934, une grande agitation politique se produit en France, dans un climat d'antiparlementarisme très fort. Le 6 février 1934, différents mouvements d'extrême-droite et associations d'anciens combattants organisent une très importante manifestation, devant laquelle la police réagit très brutalement : il y a six morts et de nombreux blessés. Mais les mouvements et partis de gauche s'inquiètent et, entre autres actions, créent, dans les jours qui suivent, le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) dont Paul Rivet est le premier président. D'Alger, où il se trouve alors, Marcel Bataillon y adhère.

Sollicité par Rivet, Robert lui écrit, en janvier 1935 : « *Je regrette de ne pouvoir adhérer à votre mouvement, non pas tant à cause de la présence de personnages aussi profondément areligieux que M. Langevin (physicien de renommée internationale et professeur au Collège de France, [note de FX]) qu'à cause de vos liens avec la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme, institutions maçonniques antichrétiennes avec lesquelles aucun catholique conséquent et clairvoyant ne saurait collaborer – quelque considération que méritent par ailleurs les hommes de bonne foi qui en font partie* ».

Pour autant, cela n'empêche pas Robert, quelques mois plus tard, en mai 1935, d'écrire à Rivet, qui vient d'être élu conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine sur une liste qui préfigure le Front Populaire de 1936 : « *J'avoue que je ne sais trop comment vous féliciter pour votre brillante élection au Conseil Municipal de Paris. Notre vie politique est dominée par une telle confusion intellectuelle. Vous n'ignorez pas qu'il y a très peu d'hommes et très peu de programmes qui représentent exactement ma façon de voir les choses et que, si je vous suis sans restriction sur certains points, il y en a d'autres où je suis forcé de me séparer de vous. (...) je tiens trop à votre amitié pour la laisser reposer sur des équivoques. Mais, après tout ce que vous avez fait pour moi, je vous paraîtrais, à juste titre, bien mesquin et bien ingrat si j'avais l'air de bouder à votre succès et si je ne me réjouissais pas pour vous d'un événement qui n'a pu que vous être agréable* ».

Puis, au printemps 1936, dans la dynamique du Front Populaire (alliance entre communistes, socialistes et radicaux), Marcel Bataillon, à Alger, est candidat de la SFIO (le parti socialiste) aux élections législatives. Cela, pour lui, ne va pas de soi ; il écrit à l'un de ses proches : « *Il est très dur, certes, d'être mis au centre de cette bataille quand on est, par nature, ami de la paix et de la tranquillité. Je mène intérieurement une vie terriblement divisée. Quand je me plonge dans l'érudition, les luttes du présent s'effacent ou perdent singulièrement de leur tragique, mais quand je pense au chômage, à l'embrigadement d'une jeunesse sans avenir, à la course aux armements et aux « pactes », l'érudition m'apparaît plus que vaine, méprisable. (...) Etre député pendant quatre ou six ans, c'est chose grave, un peu effrayante même. Mais quand on accepte de toute sa raison le système parlementaire comme le seul capable, présentement, de s'opposer au fascisme, il faut accepter aussi d'y collaborer le cas échéant, et d'en tirer le meilleur parti possible pour le bien général. Il va de soi que je vois tous les risques de la formule Front populaire. Mais ces risques rendent plus nécessaire encore de diriger humainement cette action pour qu'elle tourne bien* ».

Robert, lui, est très loin de ce genre de position et, plus encore, de ce genre d'engagement.

Bataillon n'est pas élu, mais le Front Populaire remporte largement ces élections et Léon Blum devient Président du Conseil au début de juin.

Robert reste en poste à Rabat, à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, jusqu'à l'automne 1937. Pendant ces six années de sa deuxième période au Maroc, il ne chôme pas, j'ai essayé de le montrer. En outre, il fait d'assez **fréquents voyages** : en mars-avril 1933, il fait toute une tournée à travers le Maroc, puis, en mai, doit aller à Paris, en passant par l'Espagne, pour la soutenance de sa thèse, prolongeant ce séjour en France par des conférences à Clermont-Ferrand et en Belgique. En décembre 1933 et janvier 1934, il fait tout un périple en Algérie, et il est absent de chez lui pour Noël. En janvier 1935, c'est Tanger et l'Espagne et, en avril 1936, de nouveau l'Algérie, puis, en mai et juin 1937, le Portugal. Tout cela n'est pas exhaustif.

Il profite même des vacances d'été en France pour faire quelques voyages professionnels, par exemple la Pologne, en août 1933, pour un congrès d'historiens, ou des conférences à Paris en septembre 1933, sans compter les inévitables (et, semble-t-il, utiles) **cures à Plombières**, dans les Vosges. Brigitte, pendant ces moments-là, assure l'organisation de la vie de la famille en vacances, en différents lieux de la métropole. Elle écrit à Robert, qui est à Plombières, au tout début d'octobre 1937 « ... nous (c'est-à-dire elle-même, sa mère, sa jeune sœur Jacqueline et les quatre enfants [note de FX]) sommes partis pour Lons-le-Saunier en auto suivis d'une remorque qui contenait les 14 colis à enregistrer !! Nous avons eu 127 kg de supplément (pense que nous emportions, entre autres choses, une vingtaine de paire de draps ! ». De toutes façons, les vacances en famille ne l'enthousiasment pas, c'est le moins qu'on puisse dire quand on lit par exemple ceci sous la plume de Brigitte, en août 1933 : « (...) Je crains que ton séjour à La Fosse (près de la Bourboule, en Auvergne) ne te paraisse pas l'idéal. Je sais bien que pour toi c'est un peu un sacrifice à ton nouvel état de mari et père que ces vacances avec toute notre bande (il y a sept adultes et neuf enfants ! [note de FX]) Tu connais la maison et tu imagines sans peine qu'il est difficile de s'y isoler. Evidemment, tu auras le bureau de notre chambre pour y travailler et je sais que tu arrives assez bien à faire abstraction des bruits extérieurs... ». Les vacances « en tribu » sont une tradition très forte chez les Petit de Julleville et chez les Audollent ; cette tribu, et pas seulement d'ailleurs lors des vacances, absorbera largement Robert (qu'on y appelle volontiers, au moins dans les années trente, « Bob le Mexicain ») aux dépens des relations avec sa propre famille, moins nombreuse et dont les membres, sauf pour quelques exceptions, seront plutôt délaissés dans l'histoire des Ricard.

L'évolution de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, les problèmes qu'il rencontre (restrictions budgétaires notamment) font naître parfois chez lui certaines inquiétudes. En mai 1935, il écrit à Paul Rivet : « Ma propre situation, du reste, n'est guère solide ; je fais de la recherche beaucoup plus que de l'enseignement et, à l'heure actuelle, on juge que c'est du luxe. Me voilà donc exposé, avec mon doctorat et mon inscription sur la liste d'aptitude, après dix ans de Maroc et sept ans d'enseignement supérieur, à reprendre à 35 ans un service de lycée en province. Ce ne sera pas une catastrophe, puisque j'aurai toujours un gagne-pain – et c'est précieux par les temps qui courent – mais c'est tout de même une perspective qui n'a rien de réjouissant ».

L'attachement de Robert pour le Maroc ne se nourrit pas de tout et de n'importe quoi. Il s'intéresse essentiellement au Maroc arabe et (peut-être surtout) berbère et aux influences réciproques, au cours des siècles passés, entre le Maroc et la péninsule ibérique : c'est ce que montrent clairement beaucoup de ses travaux. Pour le présent (son présent), il juge très sévèrement, comme il l'écrit à plusieurs reprises à Paul Rivet, la façon dont fonctionne le Protectorat ainsi que les institutions et les groupes sociaux influents : ni « l'administration », ni « les politiques », ni « les milieux d'affaires », ni « les colons européens » ne trouvent grâce à ses yeux. Pendant ce deuxième séjour au Maroc, ses lettres à Paul Rivet sont très claires là-dessus. En voici quelques échantillons, qui vont de 1931 à 1937.

Décembre 1931 : « *Gotteland me disait l'autre jour que le Cabinet civil⁹ était revenu de vacances avec des malles pleines de lettres qui n'avaient même pas été lues... Ce sont les beautés du Maroc, Luciano regnante¹⁰.* »

Je souhaite – sans trop l'espérer – que vous trouverez en Indo-Chine un spectacle plus réconfortant et plus édifiant que celui que nous donne en ce moment ce malheureux Protectorat, en proie aux forbans de la haute finance et « mangé » par une multitude de fonctionnaires inutiles qui s'engraissent aux dépens de la misère indigène ».

Mai 1932 : « *Ici aussi, la crise sévit, terriblement. Mais on gaspille l'argent si scandaleusement en certaines occasions (40 millions pour payer les dettes du Glaoui¹¹, et on voulait construire à Marrakech une gigantesque maison close de 150 millions !) (...). Vous verrez de quelle pauvreté intellectuelle et de quelle étroitesse de vues est faite l'habileté de nos politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche ».*

Mars 1934 : « *La situation marocaine reste grave, et il semble que nous prenions plaisir à l'aggraver par des mesures où l'injustice le dispute à la maladresse et qui exaspèrent le mécontentement indigène. Dans ce coin névralgique qu'est la région de Fès, on vient encore de prendre (peut-être faudrait-il dire « voler ») des terres à une tribu, et cela au profit d'une colonisation européenne dont la faillite crève les yeux. Ces mesures ont comme inconvénient supplémentaire de grossir le prolétariat des villes, où s'accumule une misère aussi lamentable que dangereuse. Il n'y a pas besoin d'être très fort en histoire pour savoir comment se perdent les empires. Et cependant notre politique est d'un fol aveuglement. Les honnêtes gens clairvoyants essaient bien de crier, mais ils ont à peu près autant de succès que Cassandre ».*

Janvier 1935 : « *En fait d'arbitraire, rien n'est comparable à la dictature bureaucratique à laquelle est soumis le Maroc, où des ronds-de-cuir bornés, embusqués dans des bureaux sans fenêtre, fabriquent des oukases que l'on ne peut le plus souvent ni*

9 du Résident Général.

10 « Sous le règne de Lucien ». Il s'agit de Lucien Saint, Résident général de janvier 1929 à août 1933. Robert et Terrasse, entre autres, n'avaient aucune estime pour cet homme et ne parlaient de lui, entre eux, qu'en l'appelant « Lulu ».

11 Le « seigneur » marocain de la région de Marrakech. 42 millions de 1932 font un peu plus de 20 millions de francs de 2003 et 150 millions de 1932 plus de 75 millions de francs 2003.

prévenir, ni réformer. Notre Institut a échappé à peu près, jusqu'ici, à leurs ravages, mais il se pourrait que notre tour vienne ».

Mai 1935 : « Excusez-moi de vous faire ce sombre tableau, mais on est vraiment éccœuré de voir, une fois de plus, les honnêtes gens payer pour les forbans qui ont mis au pillage les finances du protectorat ».

Février 1936 « L'Institut continue de vivre au milieu d'une atmosphère indifférente ou hostile. On tâche de travailler tout de même. Les milieux d'affaires, en liaison avec quelques politiciens, se battent contre l'administration. Aucun des combattants ne me paraît bien digne d'intérêt, encore moins d'admiration. C'est de bien des situations que l'on pourrait dire cela aujourd'hui ».

Mars 1937 : « La maison¹² est victime d'une asphyxie lente mais progressive, dont la cause essentielle est l'atmosphère même du Maroc : nous sommes pris entre les milieux d'affaires, pour qui l'essentiel est de gagner de l'argent et qui ont une conception purement utilitaire des choses, et une administration inintelligente (je laisse de côté les exceptions individuelles qui vont de soi) pour qui des gens qui n'ont pas des heures de bureau sont des gens peu sérieux et indignes d'intérêt ».

Première période à Alger, 1937 - 1940, et les débats entre Bataillon et Ricard

À l'automne 1937, il est nommé « professeur de civilisation hispanique et d'histoire moderne de l'Afrique du Nord » à la **Faculté des lettres d'Alger**. Il succède à son ami Marcel Bataillon qui avait été nommé à ce poste dès 1929, plusieurs années avant de soutenir sa thèse, raison pour laquelle il n'était pas titulaire d'une chaire « à part entière ». Cette thèse (*Erasme et l'Espagne*, un très gros livre de près de mille pages !) Bataillon la soutient au moment même (juin 1937) de sa nomination comme professeur à la Faculté des lettres de Paris, autrement dit la Sorbonne. Pour ce qui est de Robert, on pourrait être surpris, en 2004, que l'intitulé de sa chaire comporte l'expression « histoire moderne de l'Afrique du Nord » alors qu'il ne connaît pas l'arabe ni le berbère : c'est que, dans l'état d'esprit de cette période, l'histoire se faisait d'après les sources « coloniales ». La langue et les sources arabes et berbères étaient le domaine des spécialistes de ces langues et pas celui des historiens proprement dits.

Robert s'est un peu fait prier pour accepter le poste d'Alger, comme le montre une lettre du 14 juin 1937 (il ne reste plus beaucoup de temps à personne pour prendre les décisions !) à Bataillon : « *Les situations qui nous sont faites à l'Institut des Hautes Etudes marocaines comportent de gros inconvénients, mais aussi de gros avantages, et qui ne sont pas uniquement d'ordre matériel. Je ne suis pas disposé à lâcher la mienne – et tous les travaux que j'ai en train ici – pour une simple maîtrise de conférences qu'il n'y a nul espoir, je crois, de*

¹² L'Institut.

voir un jour transformer en chaire magistrale. (...) Un aspect essentiel de la question est de savoir ce que veut la Faculté : veut-elle quelqu'un qui fasse un travail original et collabore avec le groupe orientaliste, quitte à rendre de moindres services pour la préparation des examens, ou veut-elle un professeur d'histoire qui lui fabrique des licenciés ? Si c'est la seconde hypothèse, je ne me sens pas qualifié. (...) Il est évident que la question qui se pose (...) prouve une fois de plus combien le caractère bâtard de nos Facultés nuit à la recherche originale. (...) Je me crois préparé pour une chaire de recherche bien plus que pour une chaire d'enseignement ; mais y a-t-il de vraies chaires de recherche dans nos Facultés ? ».

Il se décide quelques jours plus tard (le 20 juin) à accepter la succession de Bataillon, qui, semble-t-il, a su le rassurer : « ... si la Faculté accepte que je me décharge sur le lecteur (quitte à le contrôler de près, comme il est normal) de la besogne plus particulièrement technique et scolaire, je ne vois aucun inconvénient, au contraire, à accepter un enseignement hispanique. Il est certain que la pénurie de jeunes hispanistes rend l'avenir de notre discipline assez inquiétant, et, puisque la retraite de Martinenche et de Cirot va faire de toi le patron de l'hispanisme en France, ... ». Je cite ces quelques derniers mots pour illustrer la simplicité avec laquelle Ricard, sans même mentionner le nom de Maurice Legendre, reconnaît le « leadership » de Bataillon dans leur univers professionnel commun, reconnaissance qui ne se démentira jamais.

Mis à part ces tout derniers mots, ces extraits des lettres des 14 et 20 juin 1937 expriment, de la part de Robert, une vision de son métier différente de celle qu'en a Bataillon. Dans les débuts de son activité à la Faculté d'Alger, justement (en 1929), celui-ci écrivait : « Je voudrais bien, quant à moi, ne rien sacrifier à la double mission (sous-entendu, enseignement et recherche, [note de FX]) que je crois être celle de l'université ».

Le traitement de Robert en 1937 (42.000 francs annuels) équivaut à un peu plus de 132.000 francs de 2003. Mais ce n'est qu'une indication finalement grossière sur son « pouvoir d'achat » : non seulement il faudrait avoir une idée du coût de la vie à Alger à cette époque, mais il n'y avait évidemment ni café moulu, ni produits surgelés, ni télévision, ni couches-culottes, ni lave-linge, ...

Un nouveau thème de débat, voire de divergences, entre Bataillon et Ricard apparaît très clairement lors de la publication de **la thèse de Bataillon, fin 1937**. Dans une longue lettre, Ricard fait part à Bataillon de ce qu'il pense de cette thèse, exprimant quelques réserves, essentiellement sur des points de détail. Dans sa réponse, Bataillon élargit le propos et, du coup, s'attire cette observation de Ricard :

« Pour te parler à cœur ouvert – et j'espère ne pas te blesser – je ne crois pas que dans le fond de ton âme tu aies de la sympathie pour le catholicisme en lui-même. Il me paraît certain qu'entre l'Eglise et ceux qui se sont révoltés contre elle, c'est avec ceux-ci qu'est ton cœur, même si tu n'acceptes pas leur pensée. Dans tout ce que tu écris, dès que tu abordes le domaine religieux, on sent cette attitude sous-jacente, qui peut s'allier aisément à une entière sérénité d'expression. Il y a là des résonances, il y a là parfois même des termes qui ne peuvent tromper un catholique lorsqu'il a le sens de l'Eglise – et peut-on être vraiment catholique sans cela ? Peut-être sommes-nous exagérément sensibles à des choses dont nos amis incroyants ne soupçonnent pas toujours l'importance. Mais, si nous apprécions les égards du style, ils nous deviennent presque pénibles lorsque nous croyons y sentir comme une condescendance secrète. En tout cas, ils ne peuvent nous tromper sur les tendances foncières d'un esprit, même si celui-ci n'en a pas une claire conscience. De là une impression de malaise

(...) et même des réflexions comme celles que je viens de t'écrire, et dont je souhaiterais de tout cœur qu'elles fussent injustifiées ».

Un autre sujet de controverse entre eux est, bien sûr, **la guerre civile qui a éclaté en Espagne** lorsque, **en juillet 1936**, le Général Franco a pris la tête d'un soulèvement militaire contre le régime républicain (installé depuis 1931). Chose assez surprenante, Ricard, qui n'a à peu près jamais manifesté publiquement ses choix politiques, écrit, dès la fin juillet 1936 (quelques jours seulement après ce soulèvement), un article dans l'hebdomadaire *Sept*, fondé en 1934 par des Dominicains. Dans ce périodique, considéré comme « de gauche », Ricard s'exprime de façon nuancée et prudente, mais ne cache pas son aversion pour les excès qu'il attribue à la plupart des dirigeants républicains espagnols.

Mais c'est deux ans et demi plus tard, dans deux lettres à Marcel Bataillon, en janvier et février 1939, au moment où la victoire de Franco paraît quasi assurée, que Ricard s'exprime le plus clairement sur ce qui est pour lui (tant est grand son amour de l'Espagne), comme pour tant d'autres d'ailleurs, un problème très douloureux.

« (...) dans l'affaire d'Espagne, je ne suis pas de ceux qui souhaitent le succès du gouvernement Negrin (le gouvernement républicain [note de FX]) et qui considèrent comme une catastrophe le triomphe éventuel du général Franco. Je crois qu'il y a beaucoup à dire sur la réputation « démocratique » que l'on fait au premier et sur les tendances que l'on prête au second. Je crois aussi que la politique est un art concret où les questions de moment, de personnes, de coutumes, de tempérament national, de traditions, etc. jouent un rôle tel qu'on ne peut pas avoir partout la même attitude, et sympathiser avec le gouvernement Negrin en Espagne parce qu'on est démocrate en France me paraît un dangereux raidissement (j'en dirais autant de la position inverse) ».

Et, quelques jours plus tard :

« Ma position n'est pas celle du « double refus », d'abord parce que cette attitude me paraît inefficace, aussi bien du point de vue français que du point de vue espagnol. En outre et surtout, cette attitude ne me paraît pas juste. Faut-il dire que je n'ai nullement le culte des régimes dits d'autorité ? J'ai écrit à un ami nationaliste que la dictature ne me semblait pas un bien en soi, et il a fort bien compris ma position. Ce n'est donc pas pour des raisons de principe que, entre Negrin et Franco, je choisis Franco : c'est pour des raisons de fait. Et c'est parce que, quelles que soient les réserves qu'il y ait à faire sur les nationalistes (et il ne me gêne nullement de déclarer qu'on peut en faire), quels que soient les excès auxquels ils ont pu se livrer, il ne me paraît pas équitable de les mettre sur le même pied que leurs adversaires. Ce qu'ils ont fait ne me paraît pas pouvoir se comparer aux massacres et aux atrocités de toute sorte qui ont eu lieu en zone gouvernementale, et qui ne sont que trop prouvés ; et, à supposer que Franco ait asservi l'Eglise (ce qui n'est pas démontré et qui, du reste, ne se fait pas si facilement), j'aime encore mieux une Eglise asservie qu'une Eglise inexistante. Les faits me paraissent avoir prouvé, en Espagne, l'inefficacité des hommes de « gauche » à maintenir l'ordre : très vite, on les voit devenir prisonniers des extrémistes. Il est caractéristique que les attentats contre les personnes et les choses se multiplient en Espagne dès que les « gauches » sont au pouvoir : voir mai 1931 et mars-juillet 1936. Je suis d'accord que l'ordre matériel n'est pas tout et qu'il peut être accompagné de graves injustices. Mais il est la condition première et nécessaire de l'exercice de la justice. Si on avait jamais vu la justice régner au milieu du désordre, on pourrait dire qu'il vaut mieux le désordre que l'injustice. Mais, si l'ordre n'engendre pas nécessairement la justice, en revanche le désordre donne pratiquement naissance à l'injustice, et j'aime encore mieux l'ordre sans justice que

l'injustice avec le désordre par-dessus le marché. Je dis cela pour préciser ma pensée, car mon opinion est que, si tout n'est pas parfait chez les nationalistes, leur régime ne lèse pas foncièrement la justice. A mes yeux donc, et à la lumière des faits, le triomphe de Negrin serait le triomphe de la persécution religieuse et de l'anarchie. Et c'est évidemment le point où, non sans un pénible regret, je me sépare le plus profondément de toi (souligné par FX) : je crois que, pratiquement, le gouvernement Negrin, héritier solidaire (car il ne les a jamais reniés) et, dans une certaine mesure, continuateur des gouvernements qui ont fait ou laissé incendier tant d'églises et de couvents, assassiner tant de prêtres, de religieux et de religieuses (...), est incapable d'imposer à ses troupes et à ses alliés ce respect de la personne humaine, qui me semble aussi une chose essentielle, mais qui me semble tendre fâcheusement à devenir un « slogan » de la propagande antifasciste. Quand on pense à tous les abus (pour ne pas dire plus) commis par la République avant et depuis la guerre, on ne peut estimer que le gouvernement Negrin soit qualifié pour se présenter comme le champion de la dignité humaine ».

La lettre dont provient ce long extrait commençait par les mots suivants : « *Tu auras pu remarquer que les brèves allusions politiques de tes dernières lettres n'éveillaient aucun écho dans mes réponses. En pareille matière, la discussion me paraît le plus souvent inutile, voire nuisible. Beaucoup plus que la conviction, elle risque d'engendrer l'irritation et l'amertume. Aussi me suis-je imposé dans ce domaine une consigne de silence que je romps rarement* ». Robert craint-il seulement de blesser ses amis ? est-il finalement, malgré les apparences, si peu assuré dans ses convictions qu'il ne veuille pas les confronter à celles des autres, fussent-ils les dits amis ? Ou, au contraire, est-il si sûr de ces convictions qu'il ne juge pas utile de les ré-interroger de temps en temps ? Il n'aime pas les débats, encore moins les polémiques, et il est plutôt du genre à « camper sur ses positions », ... et à laisser les autres camper sur les leurs, si tant est que, eux, ils campent....

A ce débat s'en mêle assez inextricablement un autre, qui porte sur **un livre publié au début de 1938 par Maurice Legendre sous le titre *Nouvelle histoire d'Espagne***. Robert en pense beaucoup de bien et le dit dans un bref article écrit dans la revue du « Comité d'union des catholiques de l'enseignement public ». Pour lui, c'est un livre « *robuste, salubre, puissant, riche en vues profondes sous des apparences paradoxales, et d'une originalité toujours inattendue. (...) La conception de l'ouvrage est grandiose. (...) En somme, selon une idée qui lui est chère, Maurice Legendre nous conte la part prise par l'Espagne à l'établissement et à la défense du royaume de Dieu sur la terre. (...) Il est vrai aussi, du moins à mes yeux, que le conflit actuel ne représente pas un pronunciamiento banal, mais le soulèvement de toute une multitude contre une doctrine de désordre et d'asservissement* ».

Quelques mois plus tard, dans un long article du *Bulletin hispanique* (qui est la revue professionnelle des hispanistes français), Bataillon utilise un tout autre ton, par exemple : « *Les hommes ne peuvent sans doute se représenter leur passé qu'à l'aide des concepts qui leur servent à penser leur présent. Le procédé n'est scandaleux, et indigne de l'histoire, que si l'on part d'une image mutilée ou falsifiée du présent. Il est à craindre que ce soit le cas des équipes officiellement chargées, en Allemagne, de confectionner l'histoire du « Nouveau Reich* ». C'est aussi, hélas, le cas d'une Histoire qui prétend raconter la guerre actuelle d'après les journaux d'un des partis en guerre. (...) Son histoire moderne de l'Espagne évoque plutôt un monde manichéen où, en attendant le triomphe final de l'Ordre, la Tradition ibérique, espoir de l'humanité, lutte contre la Révolution, laquelle, comme le diable, circuit quærens quem devoret (c'est-à-dire « va çà et là, cherchant qui dévorer » [note de FX]). (...) M. Legendre, qui a de la tendresse pour l'Inquisition, ne m'en voudra pas d'inscrire au

frontispice de son livre la mention dont les censeurs inquisitoriaux marquaient certains ouvrages utiles, quoique non sans danger : Caute legendus (« à lire avec précaution » [note de FX]). Mais legendus à coup sûr ».

C'est cet article qui vaut à Marcel deux lettres successives dans lesquelles Robert s'explique longuement sur sa position dans la guerre civile espagnole, lettres dont j'ai repris des extraits dans mes deux pages précédentes.

La famille, donc, est à Alger quand éclate la deuxième guerre mondiale, et c'est elle, très probablement, qui nous aura empêchés (ceux d'entre nous qui étaient nés à cette époque) de connaître le Pérou. En effet, fin octobre ou début novembre 1939, sur une suggestion de Paul Rivet, le ministère français des Affaires étrangères lui propose un poste (quelle sorte de poste, je n'en ai pas la moindre idée[FX]) à Lima. Il est très tenté, comme il l'écrit à la personne qui lui fait cette proposition : « *Un séjour au Pérou serait pour moi d'un intérêt passionnant. (...) Mais mes charges de famille compliquent singulièrement pour moi la situation. En d'autres temps* (je suppose que c'est une allusion à la guerre [FX]), *il est probable que je n'aurais pas hésité à emmener les miens à Lima...* ». Il attend cependant quelques jours pour, « *après avoir consulté et réfléchi* », décliner finalement la proposition.

Troisième séjour au Maroc, 1940 - 1943, veuvage et remariage

Au tout début de l'**automne 1940**, un télégramme envoyé au doyen de la Faculté d'Alger convoque Robert au Cabinet du ministre de l'Instruction publique, à Vichy. On lui propose le poste de **directeur de l'Instruction publique au Maroc**, ce qui, dans le cadre du Protectorat, correspond à peu près à être recteur dans une Académie de métropole. C'est très probablement Jacques Chevalier, alors secrétaire général du ministère de l'Instruction Publique, qui est à l'origine de cette proposition.

Il est à la fois étonnant et compréhensible qu'il accepte ce poste, car il l'accepte très rapidement : le 10 octobre, la presse marocaine annonce sa nomination.

Etonnant pour trois raisons : d'abord, il n'a ni le goût, ni le tempérament d'un administrateur, et, sur ce plan-là, il devra forcer son talent. De plus, une fonction comme celle-ci comporte des obligations de « représentation », ce qu'il a toujours détesté et détestera toujours. Enfin, ce sont avant tout ses travaux de recherche qui l'intéressent et auxquels il a d'abord envie de se consacrer. Or, le poste qu'il accepte va forcément l'absorber au point qu'il devra renoncer, au moins temporairement, à ses travaux personnels.

Je ne peux rien affirmer sur les raisons de son acceptation. Il me paraît évident que sa sympathie pour le maréchal Pétain, et sans doute pour le régime de Vichy, bien cohérente avec son soutien aux régimes de Franco en Espagne et de Salazar au Portugal, jouent un rôle important, peut-être même essentiel, dans sa décision. Sans doute aussi Jacques Chevalier, qu'il connaît et qui est à la fois très proche de Pétain et très hostile à l'esprit de domination conquérant des Allemands, lui inspire-t-il confiance dans ce genre de circonstances.

D'autre part, j'ai montré à quel point il avait été, pendant toutes ses années marocaines, souvent et profondément choqué par l'incurie et l'incompétence de nombreux fonctionnaires français, par l'affairisme des milieux économiques, par le mépris que trop de Français manifestaient envers les Marocains. Peut-être a-t-il cru (je dirais volontiers : « eu l'illusion ») qu'il pourrait, en étant à un poste de responsabilité, tout proche en outre du Résident général, jouer un rôle utile et exercer une certaine influence. A cela s'ajoute que, selon toute vraisemblance, il a de l'estime et même de l'admiration pour ce Résident général-là (surtout comparé au fameux Lulu) : depuis juillet 1936, c'est le général Noguès, qui a été nommé par le gouvernement de Front Populaire et maintenu en fonction par les gouvernements suivants. Il a beaucoup travaillé avec Lyautey, dont il est un émule. Enfin, depuis la victoire de Franco en Espagne, il est devenu plus difficile, pour la plupart des universitaires français, de se rendre en Espagne. A-t-il pensé que l'exercice d'une fonction officielle, au sein d'un régime bien vu par les autorités espagnoles, lui permettrait de garder plus facilement le contact avec l'Espagne et les Espagnols ?

Je ne peux que risquer ces quelques hypothèses.

En tout cas, pour la famille, ce changement professionnel entraîne un déménagement supplémentaire, d'Alger à Rabat, avec six très jeunes enfants : Marie-Anne a à peine plus de huit ans, Françoise en a sept, Elisabeth cinq et demi, j'en ai trois, Martine un et demi et Monique n'a que deux mois. Heureusement, cependant, une des deux jeunes sœurs de Brigitte, Guillemine, célibataire, a réussi à venir à Alger pour aider sa sœur au moment de la naissance de Monique. Cette présence se révèle vite d'autant plus précieuse que, dès novembre, peu après l'installation à Rabat, Brigitte tombe malade et son état devient rapidement sérieux. Elle est opérée le 14 janvier 1941 d'un cancer du sein, mais la maladie n'est pas enrayée et se développe rapidement.

L'oncle évêque, dans l'homélie prononcée le jour du mariage de Brigitte et de Robert, en juillet 1931, avait évoqué leur récente séparation de plusieurs mois (à cause du séjour de Robert au Mexique), après leurs quelques rencontres décisives du printemps 1930 ; parlant de l'abondante correspondance échangée entre eux pendant ces dix mois d'éloignement, il avait ajouté : « *Quand vous aurez vieilli, vous reprendrez cette correspondance, vous remuerez la cendre de vos plus anciens souvenirs ; quelle joie paisible sera la vôtre en constatant qu'elle sera toute chaude encore de votre amour...* ». Mais il avait mal prophétisé, car ils ne vieilliront pas ensemble : après moins de dix ans de vie commune, **Brigitte meurt le 10 juin 1941**. Elle n'a pas 36 ans, et Robert se retrouve seul, avec six enfants très jeunes et de lourdes charges professionnelles. Guillemine, qui, à cause de la maladie de Brigitte, a prolongé son séjour bien au-delà de la durée d'abord envisagée, reste à Rabat et prend en charge les enfants. Par souci de l'avenir de ces enfants et par souci des convenances, **Robert et Guillemine se marieront le 8 octobre 1942**. Guillemine était arrivée à Alger en septembre 1940, pour un séjour de quelques semaines. Désormais, parce qu'elle a accepté de suppléer l'absence de Brigitte, parce que, en novembre 1942, l'invasion de la zone libre par les Allemands rend la métropole inaccessible, elle va être « prisonnière » de l'Afrique du Nord et ne regagnera la France qu'en septembre 1946. Entre temps, ses parents seront morts, Catherine en janvier 1942, Auguste en avril 1943, sans qu'elle ait pu les revoir.

Je ne peux rien dire de ce qu'a été, concrètement, l'activité de Robert en tant que Directeur de l'Instruction Publique, car je n'ai trouvé pratiquement aucun document sur ce sujet. J'ai cependant un peu de mal, par exemple, à l'imaginer aux prises avec la réforme du « Service de physique du globe

et de météorologie », qu'un de ses correspondants (*non identifié*) évoque dans une lettre de juillet 1941, lui disant espérer « *qu'il n'est pas accablé par la besogne administrative* ».

Au moins le fidèle ami Terrasse est-il toujours là, directeur, à partir de 1941, de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, en quelque sorte un subordonné de Robert !



Juin 1942 – Une fête dans un lycée de Rabat. Noguès en uniforme, au centre, Robert à sa droite et Terrasse tout à fait à droite de la photo. L'homme en djellaba n'est pas le sultan, mais un dignitaire marocain.

Le 8 novembre 1942, des troupes anglo-américaines (110.000 hommes environ) débarquent au Maroc et en Algérie, ce qui est un événement militaire, mais aussi politique, de première importance. Le général Noguès, au nom du gouvernement de Vichy, qu'il représente, tente de s'opposer, y compris par les armes, aux Américains : en trois jours de combat, il y a environ trois mille morts, Français (et Marocains probablement) et Américains ; mais ceux-ci progressent rapidement.

Au Maroc et, plus largement, dans l'ensemble de l'Afrique du Nord, les mois suivants sont faits de péripéties diverses et complexes, souvent confuses, entre partisans et adversaires de Vichy, entre partisans de de Gaulle et ceux du général Giraud, soutenu par les Américains, entre Français de divers bords et Américains et Anglais. C'est en fin de compte de Gaulle qui parvient, mais en juin 1943 seulement, à imposer son autorité et celle de la France Libre en installant officiellement à Alger un Gouvernement provisoire, sans que pour autant celui-ci soit reconnu ni par les Anglais ni par les Américains : ceux-ci ne s'y résigneront que plus d'un an plus tard, après le débarquement de juin 1944 en Normandie.

Entre temps, le **19 mars 1943**, comme il le précise lui-même dans un de ses « curriculum vitae », **Robert démissionne « pour désaccord avec le Gouvernement d’Alger »**. En fait, cette expression de « Gouvernement d’Alger », qu’il emploie plusieurs années plus tard, est inexacte, comme je viens de le dire : il y a au mieux, à Alger, à ce moment-là, en fait d’autorités françaises, des groupes disparates et rivaux. Certaines notes laissées par Guillemine permettent de penser que Robert a décidé de démissionner à la suite d’un discours prononcé par le général Giraud le 14 mars 1943, discours qui, de fait, rejetait le régime de Vichy et proclamait la nécessité de rétablir les lois de la République.

Exactement au même moment, Paul Guinard manifeste explicitement son soutien au général de Gaulle; Maurice Legendre lui aussi rejette finalement le régime de Vichy. Voilà Ricard, sur ce terrain au moins, bien isolé de ses principaux amis (encore que je ne sache pas ce qu’ont été les positions de Terrasse et leur éventuelle évolution).

Cet épisode aggrave chez Robert la cassure déjà profonde, provoquée par la mort, encore toute proche, de Brigitte, même s’il ne le manifeste pas, ou très peu. Mais, par exemple, le 20 mai 1958, il écrira à un correspondant occasionnel : « *Depuis plus de quinze ans, pour des raisons qui ne regardent que moi, je vis dans le silence d’une demi-retraite* »

Deuxième période a Alger, 1943 - 1946

Quelques mois plus tard, à l’automne de 1943, **Robert retrouve sa chaire à la Faculté d’Alger**. Il va y rester trois ans. La famille habite d’abord, durant une quinzaine de mois, dans la petite ville de Guyotville, à quinze kilomètres d’Alger ; à la messe de minuit de Noël 1944, Robert a l’honneur d’y chanter en solo le *Minuit, chrétiens* de rigueur à cette époque, et je crois me souvenir d’en avoir été très fier ! Pendant les dix-huit mois suivants, de janvier 1945 à juillet 1946, les Ricard s’installent dans une belle villa d’Alger libérée par un ami de Robert, André Basset, qui, avec sa propre famille, a regagné la France.

Les voyages continuent : tout un périple en Algérie et en Espagne en décembre 1943 – janvier 1944 : encore un Noël qu’il ne passe pas en famille.

Dès l’automne 1944, Georges Le Gentil, titulaire de la seule chaire de portugais de la Sorbonne et qui doit prendre sa retraite au printemps 1946, demande à Robert d’être candidat, le moment venu, à sa succession. Il a toujours manifesté à Robert une grande estime, comme en témoigne, dès 1933 (déjà), le commentaire qu’il a rédigé à propos de la thèse complémentaire de celui-ci : « *(Il) est apte, dès maintenant, à enseigner la langue et l’histoire du Portugal et du Brésil. On pourrait aussi bien le charger d’un enseignement de la littérature* ». (Suit une référence à un article de Robert intitulé « *Le problème de la découverte du Brésil* »). Puis : « *Dans deux domaines bien distincts, l’histoire de l’Afrique du Nord pendant la période espagnole et portugaise, le rôle des missions religieuses après les voyages de Colomb et de Cabral, il est à l’heure actuelle – et je ne parle pas que de la France – le spécialiste le plus compétent* ». Fermez le ban !

Robert hésite longuement. Même si la défaite de l'Allemagne est désormais assurée et la fin de la guerre prévisible, se loger et vivre à Paris restent évidemment choses très difficiles, surtout avec six enfants, et un septième attendu pour le début de 1945.

Mais il y a d'autres raisons, car Le Gentil lui écrit, en mars 1945 : « *Je comprends très bien qu'il vous en coûte de renoncer à l'Espagne et que vous considérez la littérature portugaise et brésilienne, même en y faisant rentrer l'histoire et l'ethnographie, comme un champ un peu étroit.* » Enfin, toujours à en juger par ce que lui écrit Le Gentil, Robert ne se sent pas forcément le plus qualifié pour ce poste, avis que Le Gentil ne partage en rien, comme on l'a vu ci-dessus. Marcel Bataillon (qui est nommé professeur au Collège de France à l'automne 1945, ce qui à la fois montre et accroît son prestige) et les universitaires portugais eux-mêmes s'emploient à convaincre Robert, qui se décide à présenter sa candidature. Mais, avant que le Ministère ne le nomme officiellement, cette candidature doit, comme c'est la règle, être soumise au vote de l'assemblée générale des professeurs de la Faculté des lettres de Paris, toutes disciplines confondues.

Paris et la Sorbonne, 1946 - 1969

Malgré quelques craintes qu'il avait, ainsi que Le Gentil, « on » ne lui tient pas rigueur du fait que, d'octobre 1940 à mars 1943, il a occupé un poste important à Rabat sous l'autorité du gouvernement de Vichy : celui qui présente officiellement et soutient sa candidature est justement le professeur qui a dirigé le Comité d'épuration à la Sorbonne. **Dans sa séance du 15 juin 1946, le Conseil de la Faculté des Lettres de Paris le propose, par 38 voix sur 38 votants, pour occuper la « maîtrise de conférences de langue portugaise et civilisation luso-brésilienne »** (« luso », du nom Lusitanie, qui désigne le Portugal [note de FX]). Bon, ce n'est « qu » une maîtrise de conférences, pas (pas encore en tout cas) une « chaire magistrale », mais c'est l'accès à la Sorbonne ! Et, du haut de mes neuf ans du moment, je traduis cela, sur une fiche demandée par un de mes professeurs à la rentrée scolaire d'octobre 1946, par « professeur de Portugal à la sorbogne ».

Il quitte Alger avec une très bonne note, que lui délivre le doyen de la Faculté : « *Comme professeur et comme érudit, M. Ricard n'a pas cessé de témoigner des mêmes mérites que par le passé.* » Quant à la note du Recteur de l'Académie d'Alger, elle est du même tonneau : « *Esprit des plus distingués. Activité scientifique de belle qualité.* »

Evidemment, la nomination à Paris fait que la famille doit quitter Alger, ce qui se passe en deux temps. A la mi-juillet, Robert s'embarque pour la France avec les (désormais) sept enfants, dont l'aînée a maintenant 14 ans, mais dont le dernier, Rémy, né en février 1945, n'a pas dix-huit mois. Il les confie à différents membres de la famille. Puis, il regagne Alger, où il retrouve Guillemine. Ce n'est qu'après la naissance de Pascal, le 13 août, qu'ils peuvent, quelques semaines plus tard, gagner tous les trois la métropole. Après deux mois et demi de dispersion, les dix Ricard se regroupent à Paris, puis, dès novembre, à Bourg-la-Reine, dans la banlieue Sud, avec une ligne de chemin de fer (la « ligne de Sceaux », devenue depuis le RER B) qui permettra à Robert des allées et venues aisées avec la Sorbonne.

Après les éloignements géographiques et idéologiques de la guerre, cette installation à Paris permet de renouer les liens avec Marcel Bataillon et avec Paul Rivet. Celui-ci, comme Bataillon, a fait dès le début de la guerre de tout autres choix que Robert. Il a clairement exprimé son hostilité au régime de Vichy et, dès

octobre 1940 (à 64 ans !), a rejoint le réseau de résistance du Musée de l'Homme. Cela lui a valu d'être relevé de ses fonctions, mais il a continué à agir avec d'autres résistants. En février 1941, échappant de justesse à la Gestapo, il s'est réfugié en Colombie. Après avoir rejoint Alger en février 1943, il a retrouvé sa place au Musée de l'Homme à l'automne 1944. La dernière fois que Robert le verra, c'est, en février 1958, dans la clinique « *où il attendait la mort en toute conscience* », selon les propres mots de Robert, mort qui survient le 21 mars 1958.

Comme on pouvait le prévoir, Robert bénéficie très vite (dès janvier 1947) du titre et du statut de « professeur sans chaire » (ce qui ne veut pas dire qu'il fait ses cours debout !) et, **en novembre 1950**, la « maîtrise de conférences » est transformée en « **chaire de langue et civilisation luso-brésiliennes** ». Il est pleinement « professeur à la Sorbonne ».

Il continue à voyager à l'étranger, plusieurs fois par an : Espagne et Portugal, bien sûr, mais aussi Mexique (en 1950), Belgique, Allemagne.

En décembre 1952, la mort brutale de Gaspard Delpy laisse vacante une chaire d'espagnol à laquelle, à sa demande, bien sûr, Robert est nommé à la rentrée universitaire **d'octobre 1953**. Il est nommé également **directeur de l'Institut d'Etudes Hispaniques** (ce qu'était également Delpy), qui se trouve rue Gay-Lussac, à quelques minutes de la Sorbonne. Il retrouve donc ce qui a toujours été son terrain de prédilection, l'Espagne et l'hispanisme. Les contraintes qui l'y attendent sont cependant beaucoup plus importantes que dans son poste précédent, car il y a beaucoup plus d'étudiants en espagnol qu'en portugais et la direction de l'Institut n'est pas une mince affaire, surtout pour un homme aussi allergique que Robert à tout ce qui ressemble de près ou de loin à de « l'administratif ».

Un an plus tard, **au début de novembre 1954, il est victime d'un sérieux infarctus**, qui l'oblige à un repos complet pendant plusieurs mois.

C'est cette année-là que Bataillon est, après élection par ses pairs, nommé « administrateur » du Collège de France, c'est-à-dire, en quelque sorte, président.

Ce n'est qu'à la rentrée de 1955 que Robert peut reprendre, prudemment, son activité professionnelle. Entre temps, Charles-V. Aubrun, lui-même titulaire d'une autre chaire a été nommé co-directeur de l'Institut d'Etudes Hispaniques, Robert ne pouvant plus, évidemment, assurer cette charge. Curieusement, il ne démissionnera de ce poste qu'en 1966, alors que toutes les contraintes sont assurées par son « adjoint », ce que Robert, malgré des rapports parfois difficiles entre eux deux (« *Vous savez bien que, Aubrun et moi, c'est le jour et la nuit* », confie-t-il à son assistant le plus proche), reconnaîtra publiquement en 1975 : « ... nous avons partagé la direction de l'Institut... A dire vrai, le mot de partage est peu exact, car les parts ont été singulièrement inégales, et cette inégalité s'est produite à votre détriment.... Je ne sais pas si j'ai régné, mais, ce dont je suis sûr, c'est que vous avez gouverné, et vous avez gouverné avec tout ce que cela implique d'incessant travail, de soucis lancinants et de responsabilités quotidiennes ».

A partir de cette année 1955, je dirais volontiers que, si l'histoire ne s'arrête pas vraiment, elle se ralentit. Sa santé, évidemment, contraint Robert à une vie moins active qu'auparavant. Mais aussi, pour ce qui est de sa carrière, il ne peut plus progresser. La seule étape supplémentaire possible serait le Collège de France, mais je n'ai nulle part trouvé le moindre indice permettant de supposer qu'il y ait jamais lui-même pensé. De toute façon, si, par impossible, ç'avait été le cas, il y avait déjà un hispaniste, Marcel Bataillon, au Collège de France, et il ne pouvait pas y en avoir un deuxième.

Créé par François 1^{er} sous le nom de Collège Royal, et après avoir connu d'autres appellations, le Collège de France, ainsi nommé depuis 1870, se trouve à Paris. Il est tout à fait indépendant du système des universités ; cependant, être nommé professeur au Collège de France est le sommet d'une carrière d'universitaire. Il y existe actuellement une cinquantaine de chaires, qui couvrent un large éventail de disciplines scientifiques, littéraires, historiques, économiques, ... Leurs titulaires ont pour mission d'enseigner « la science en voie de se faire » : voilà pourquoi aucun d'entre eux ne fait deux fois la même série de cours. Ceux-ci sont ouverts à tous les publics, sans aucune sélection ni restriction d'âge ou de statut professionnel. Lorsqu'une chaire devient vacante, c'est l'ensemble des professeurs du Collège qui décident soit de la maintenir, soit de la remplacer par une autre, qui couvre un champ de connaissances légèrement ou totalement différent.

Robert n'a donc plus à se mobiliser pour son avenir professionnel. Il n'a « qu' » à assurer quotidiennement son métier, ce qu'il fait avec tout le sérieux et toute la conscience qu'il a toujours mis dans toutes ses activités professionnelles.

Ce métier de tous les jours est fait de quantité d'obligations et de sollicitations. La Sorbonne et l'ensemble de l'enseignement supérieur français doivent accueillir, à partir des années 1950, un nombre d'étudiants qui croît rapidement : pour la Faculté des Lettres de Paris, ce nombre passe de 13.500 en 1946-47 à 20.700 en 1956-57 ; **l'Institut d'Etudes Hispaniques compte 2.000 étudiants en 1958, il y en aura près de 3.000 en 1966.** Robert, qui est chargé de certains **cours de licence**, n'est pas à l'aise au milieu de ces foules et seuls les **cours d'agrégation**, avec tout au plus quelques dizaines d'étudiants, lui conviennent, du moins quand il ne juge pas que le niveau de trop d'entre eux est d'une faiblesse désolante ! Il doit aussi diriger quelques étudiants pour la **préparation de leur « diplôme d'études supérieures »** (l'équivalent d'une maîtrise d'aujourd'hui) et participer à des **jurys de soutenance de thèse**, ce qui demande beaucoup plus de travail, ne serait-ce que la lecture attentive de chaque thèse, surtout quand il en est le rapporteur.

Quand on pense que, pendant sa première année d'enseignement à Alger, il devait assurer trois heures de cours hebdomadaires avec sept étudiants !



C'est pendant cette période qu'il met la dernière main à un volume de *Sources inédites de l'histoire du Maroc - Espagne*, qui paraît en 1956, en même temps que le dernier volume de la série « *Portugal* ». Il y a aussi les revues qui sollicitent un article ou un compte-rendu critique sur un livre qui vient de paraître, les tournées de conférences en France et à l'étranger, la participation à tel ou tel colloque, congrès, symposium, ... Exemple, extrait du rapport d'activités (établi par l'indispensable Aubrun, bien sûr) de l'Institut d'Études Hispaniques pour l'année 1961-62 : « *M. le professeur Ricard fut invité à Madrid, Valladolid, Santander, Cadiz et à Verviers en Belgique. Il y donna une série de conférences sur Perez Galdos ou sur l'histoire des colonies françaises en Espagne ou encore sur l'Amérique latine. Il parla également de Galdos devant les étudiants de l'Université de Clermont-Ferrand.* » Et, autre exemple, pour la période 1964-1966 : « *M. le professeur Ricard, de son côté, après avoir prononcé plusieurs conférences aux cours d'été de San Sebastian (Espagne), se trouvait en mission à Madrid fin octobre 1964. En 1965, il prononçait des conférences à Bilbao, Santander et Madrid, se rendait à Clermont-Ferrand, Nantes et Poitiers pour des soutenances de thèses, se retrouvait en novembre 1965 aux Canaries et, en mars 1966, prenait part au Congrès des hispanistes de Montpellier.* »

Comme on le voit, sa santé ne l'empêche pas de voyager, y compris aux États-Unis en décembre 1957. Il continue à aller en Espagne et au Portugal une ou deux fois par an, ne ratant pas une occasion de passer à la Casa de Velazquez, à Madrid, dont les directeurs successifs, jusqu'à sa mort, sont tous des amis : Maurice Legendre, Paul Guinard, Henri Terrasse, François Chevalier et Didier Ozanam.

Ces années de l'après-guerre et de la Sorbonne sont aussi celles des **reconnaisances officielles et des « honneurs »**. Robert les accueille volontiers, mais il n'y met pas, je crois, de vanité et il

n'en fait aucun étalage : en 1958, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur et en 1964 Commandeur dans l'ordre des Palmes académiques.

D'autres honneurs lui viennent de plusieurs pays étrangers : il devient ainsi membre correspondant de The Academy of American Franciscan History (1950) et du Consejo Superior de Investigaciones Científicas d'Espagne (1951), membre consultant de l'Instituto Panamericano de Geografía e Historia (basé à Mexico) (1951), Commandeur de l'Ordre de l'Instruction Publique du Portugal (1954), « docteur *honoris causa* » de l'Université de Grenade (1958) (mon petit doigt me dit qu'il y est particulièrement sensible, mais mon petit doigt n'est pas historien !), membre correspondant de l'Académie portugaise d'Histoire, de la Academia Nacional de Historia du Venezuela (1963) puis de la Real Academia de la Historia espagnole (1966). La Croix d'Alphonse X le Sage lui est décernée par le Gouvernement espagnol en 1952.



Lors d'un congrès, à Santander, en Espagne - 1958

Mais cette dernière étape de sa vie professionnelle a aussi ses envers : trois personnes, qui l'ont bien connu tant professionnellement que personnellement et dont deux au moins sont restées

proches de lui jusqu'à sa mort, m'ont dit que, en tout cas dans les dernières années de sa carrière, « il n'était pas très aimé par un certain nombre de collègues ». Était-ce pour son soutien persistant au régime de Franco (mort en 1975) en Espagne et à la dictature de Salazar (prolongée par son successeur, Caetano, jusqu'à la révolution sans violence « des œillets » en 1974) au Portugal ? pour ses convictions religieuses bien connues, à la fois discrètes et très affirmées, voire intransigeantes ? pour sa réserve, peut-être perçue comme de la froideur, voire de l'orgueil ? (en 1930, dans le *Journal de mon séjour au Mexique*, il notait : « ... on me reproche si souvent d'être froid et distant »), pour d'autres raisons ? J'ai été frappé de constater que, lors des élections au Comité de la Société des hispanistes, en mars 1967, son nom n'avait recueilli, pour la vice-présidence, que 74 voix, alors que Marcel Bataillon, pour la présidence, en rassemblait 108 et huit autres personnes, pour d'autres fonctions, entre 76 et 104. Il ne fait pas partie de la délégation française (5 ou 6 personnes, dont Bataillon et Aubrun) au 1^{er} Congrès international des hispanistes, à Oxford, en septembre 1962. Mais je n'ai pas pu savoir si c'est parce qu'il n'avait pas pu y participer ou parce qu'il n'avait pas été désigné par ses collègues ; en tout cas, il reste en-dehors d'une manifestation très probablement intéressante. Autre étrangeté, sur laquelle je n'ai pas d'explication, son nom ne figure pas sur la liste de l'Asociacion Internacional de Hispanistas, en 1965. Plusieurs témoins de cette époque s'accordent à dire que, de fait, certains de ses collègues, de Paris et d'autres facultés, tout en respectant son intégrité et ses qualités professionnelles, ont tout fait, pour des raisons de divergences idéologiques, pour limiter son influence au sein du petit monde des hispanistes français.

Il est sensible, bien sûr, à ces petits signes négatifs, mais au moins n'éprouve-t-il aucune jalousie vis-à-vis de Bataillon, qui reste le chef de file incontesté des hispanistes français et dont la notoriété internationale est considérable. Il lui garde une vraie admiration, comme il tient à le montrer publiquement, en mars 1963, lors d'une manifestation organisée à Bordeaux en hommage à Bataillon et pour laquelle Robert est un des principaux intervenants. Il parle de « *l'admiration et de l'affectueuse reconnaissance des hispanistes français* », de « *la simplicité sans affectation qui, grâce à Dieu, ne t'a jamais abandonné* », de l'« *aisance souveraine que tous admirent en toi et se permettent de t'envier sans jalousie* », de « *ton autorité, ton prestige et ton rayonnement internationaux* », et il conclut en se réjouissant que, quelles que soient leurs différences, tous les hispanistes français se retrouvent « *toujours ensemble derrière celui en qui nous saluons (...) le guide, le chef et le maître* ». Lors de cette manifestation, Jean Sarrailh cite ce que lui avait dit un jour, en privé, Fernand Braudel, un des grands historiens français contemporains : « *Bataillon, c'est un seigneur* ». Après la mort de celui-ci, Robert écrira même qu'il le considérait comme tout à fait digne de l'Académie Française, mais qu'il n'a « *jamais osé* » lui demander pourquoi il n'avait rien tenté dans ce sens.

« *Froid et distant* » dit-il de ce qu'on disait de lui. Cela ne l'empêche pas d'avoir de l'humour, un humour toujours discret, maîtrisé, et, quand il raconte une anecdote amusante, c'est avec un sourire contenu, au mieux avec un très léger rire. Il a ses petites fantaisies : son goût, bien sûr, pour les corridas, mais aussi pour les courses de chevaux (qu'il va voir une ou deux fois par an, sans jamais parier ! sur un des hippodromes de Paris), son plaisir à regarder passer les trains (c'est sa distraction favorite, en 1939, lors des vacances de la tribu Audollent, dans une grande maison du Cher que borde une voie ferrée...), ou même simplement à les entendre, par exemple depuis son hôtel favori à Saint-Sébastien, en Espagne, tout près de la frontière française. A Bourg-la-Reine, les dimanche soir de printemps, il aime bien monter les 100 mètres qui mènent depuis la maison jusqu'à la Nationale 20

et voir les « bouchons » (au moins 200 ou 300 mètres !) des voitures qui ramènent les Parisiens de leur week-end à la campagne. C'est son côté « badaud ». Il va de temps en temps au cinéma : ce sont essentiellement les westerns qui l'attirent, en particulier à cause des chevaux et des chevauchées, mais aussi, sans doute, parce-que beaucoup d'entre eux ont pour cadre les régions « espagnoles » du Sud des Etats-Unis.

Les « événements » de mai 1968 sont pour lui, comme pour beaucoup de ses confrères, incompréhensibles et notamment l'accusation que les étudiants adressent globalement au corps des enseignants, comme une sorte de slogan, en les traitant d'un terme qui se veut injurieux : « mandarins », c'est-à-dire, en gros : « Vous êtes, vous, professeurs, enfermés dans les certitudes et les forteresses de vos savoirs et vous n'avez aucune considération pour nous. » Il n'a jamais supporté la violence, quelque forme qu'elle prenne. Or, ces semaines sont fertiles en affrontements, très brutaux parfois, entre étudiants et policiers ; à plusieurs reprises, notamment rue Gay-Lussac (celle où se trouve justement l'Institut d'Etudes Hispaniques), des barricades sont dressées, des voitures brûlent... L'interruption forcée des cours et les occupations, par les étudiants, pendant plusieurs semaines, des locaux universitaires, tout cela lui est insupportable et il évite soigneusement, pendant toute cette période, de se rendre au quartier latin.

Ce sont ces événements, et le choc psychologique et moral qu'il en éprouve, qui le poussent à **demandeur sa mise à la retraite avec un an d'avance**, c'est-à-dire en juin 1969, alors qu'il aurait pu attendre un an de plus. Lors d'une modeste manifestation organisée par certains de ses collègues lors de ce départ à la retraite, il aurait dit en substance, selon un témoin, dans son petit discours : « *Je sais que beaucoup d'entre vous ne m'aiment pas* » Mais je n'ai pas pu retrouver ce texte.

Quand il achève sa carrière, son traitement annuel équivaut à 446.000 francs environ de 2003.

La retraite, 1969 - 1984

Deux ans après cette retraite, après bien des recherches, Guillemine parvient à trouver un grand **appartement, rue Michelet, à Paris**, tout près du Luxembourg et de la Sorbonne. **En octobre 1971**, ils quittent leur pavillon de Bourg-la-Reine et, toujours en location, s'installent dans cet appartement. Mais leur présence à Paris même et la proximité du quartier latin n'éviteront pas à Robert une retraite très solitaire. Rares, et de plus en plus rares au fil des années, sont les anciens collègues (hispanistes ou non), désormais, sauf exception, plus jeunes que lui, qui viennent le voir. Il continue à travailler, écrivant de temps en temps un article, allant parfois encore en Espagne, écrivant, lorsqu'ils meurent l'un après l'autre, une notice biographique sur Henri Terrasse en 1971, sur Paul Guinard en 1976, puis sur Marcel Bataillon en 1977. Il s'est aussi attaqué à une tâche plus ample, qui est la traduction du livre d'un religieux espagnol du 16^{ème} siècle, Louis de Léon. Ce livre, intitulé ***Les noms du Christ***, avait déjà été traduit, mais mal aux yeux de Robert. Sa **traduction est publiée en 1978**.



Janvier 1978

Il écrit aussi, de temps en temps, un article pour la **petite revue** *Vie et langage*, sur des sujets et sur un ton qui relèvent de « défense et illustration de la bonne langue française ». Et il est vrai qu'il a, lui, toujours bien écrit, souvent même élégamment.

Depuis l'installation en France, il ne voyage plus guère l'été, et plus du tout après sa retraite. Il partage donc les vacances de la famille, soit à Vattetot-sur-Mer, sur la côte du Pays de Caux, avec des bandes de belles-sœurs, de beaux-frères et de neveux et nièces, soit en d'autres lieux, car Guillemine a un vrai talent pour dénicher de grandes maisons à louer pour les vacances. Mais, où qu'il soit, il essaie de se ménager un lieu et des moments de calme pour travailler. Il ne participe jamais à aucune activité collective, jeux de société, promenades et randonnées, ni, encore moins, baignades.

Au moins autant sans doute que de la solitude, il souffre beaucoup de l'évolution de l'Eglise depuis le concile Vatican II, qui s'est déroulé de 1962 à 1965. Il n'en approuve ni les décisions ni les effets. Il fait partie d'*Una voce*, un mouvement constitué par des catholiques qui partagent cette désapprobation, voire cette hostilité. Il donne d'assez nombreux articles à la petite revue que publie ce mouvement et il en est même, pendant plusieurs années, vice-président. A propos de l'un de ces articles, il a un échange de correspondance avec l'évêque de Corbeil-Essonnes ; voici deux extraits d'une longue lettre qu'il lui écrit en novembre 1973 : « *J'ai passé les dernières vacances dans un village du Pays de Caux où je les consacre à traduire Les noms du Christ de Louis de Léon. Mon séjour a duré dix semaines, et je suis allé à la messe trois fois par semaine. Cela revient à dire que j'ai subi trente fois*

la messe en français. Eh bien, si, sur ces trente messes, trois ou quatre avaient été célébrées en latin, croit-on que les fanatiques de la langue vulgaire – ces fanatiques existent – auraient aussi souffert que j'ai souffert moi-même avec mes trente messes en français ? », et, plus loin : « J'estime encore avoir le droit de m'étonner d'entendre maintenant si souvent le contraire de ce que me disaient les prêtres qui m'ont formé à la vie chrétienne, dont certains étaient des hommes très remarquables et dont le niveau général de culture était très supérieur à celui d'aujourd'hui ». Au-delà des mots et d'une certaine véhémence du ton, on ne peut nier qu'il y ait là l'expression aussi d'une vraie souffrance, qui apparaît dans d'autres passages de cette lettre, quoi qu'on puisse penser par ailleurs des arguments intellectuels ou doctrinaux.

La maladie l'affaiblit peu à peu et ses derniers mois sont très douloureux et, me semble-t-il, angoissés : je ne peux pas m'empêcher de penser, avec une certaine tristesse, que, inconsciemment bien sûr, c'est aussi de lui qu'il parle quand il écrit, dans l'un de ses articles pour *Una voce* : « (...) l'homme moderne, qui est devenu sa propre idole et qui s'est érigé en mesure de toute chose, semble pris de panique à l'idée de se retrouver seul devant Dieu... ». Au moins peut-il rester chez lui jusqu'à la fin : Guillemine, dont pourtant la santé est de plus en plus fragile, a tout fait pour que cela soit possible, très largement aidée, autant qu'ils le pouvaient, par ceux des enfants qui n'habitent pas trop loin. **Il meurt le 4 août 1984.** Ses obsèques ont lieu à l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, au cours d'une cérémonie célébrée, à sa demande, en latin et selon un déroulement qu'il a minutieusement prévu lui-même avant sa mort.

Est-ce que ce que je disais plus haut de son relatif isolement, à la fin de sa carrière, explique que, après sa mort, il faut attendre près de trois ans (c'est un délai inhabituel dans ce genre « d'exercice ») pour que l'annuaire des anciens élèves de l'École Normale Supérieure lui consacre une notice ? Et ce n'est pas un hispaniste « pur jus » qui la rédige, mais un « grammairien » de la promotion 1936, Paul Teyssier, qui s'est, il est vrai, intéressé aux études hispaniques. Même le *Bulletin hispanique* attend janvier 1986 pour publier une notice biographique. Mais trois « vrais » hispanistes, dont Chantal de la Véronne et François Chevalier, publient dans une revue espagnole et dans deux revues universitaires françaises des articles qui résument sa carrière et ses travaux. La première a beaucoup travaillé avec Robert, dans les années cinquante, à l'entreprise « *Sources inédites de l'histoire du Maroc* ». Le second a toujours été reconnaissant envers Robert de l'avoir accueilli à Rabat, en mai 1941, pendant une dizaine de jours, afin qu'il puisse profiter de la bibliothèque que celui-ci s'était constituée sur le Mexique ; à ce moment-là, François Chevalier, âgé de 26 ans, hésitait encore un peu sur ses choix professionnels. Il a ensuite fait lui aussi une thèse sur le Mexique (*La formation des grands domaines au Mexique : terre et société aux 16^{ème}-17^{ème} siècles*), qu'il a soutenue en 1949, devant un jury dont Bataillon, Ricard et Rivet faisaient partie, avec Fernand Braudel et Charles-André Jullien. Il a été ensuite directeur de l'Institut Français d'Amérique Latine à Mexico de 1949 à 1962 et a été à ce titre le « patron » de Marie-Anne qui, jeune bibliothécaire, a travaillé dans cet Institut en d'avril 1957 à mai 1959.

Comme Robert l'a décidé, ses archives professionnelles et toute sa bibliothèque (plusieurs milliers de livres) sont légués à l'Université Catholique de l'Ouest (« la Catho » d'Angers) : depuis plusieurs années, il a noué des liens professionnels et amicaux avec l'un des professeurs de cette Université, l'abbé Paul Drochon, dont il a été le directeur de thèse et qui a été une des quelques personnes qui ont continué à lui faire visite jusqu'à ses derniers mois.

Les travaux de Robert Ricard

Je n'ai parlé, dans ce qui précède, que de sa thèse et des *Sources inédites...*, pas de ses autres travaux. Il y a à cela plusieurs raisons.

La première est que je ne suis ni historien, ni hispaniste et que, à part justement sa thèse, qui est accessible au simple amateur d'histoire que je suis, tous ses travaux sont, sauf rare exception, destinés à des hispanistes et/ou historiens. Il n'a à peu près jamais écrit et publié d'ouvrage, si modeste soit-il, qui serait du registre de la vulgarisation. J'ai relevé d'ailleurs, à la fin d'une « *Liste des publications scientifiques de Monsieur Robert Ricard du 1^{er} janvier 1932 au 1^{er} juillet 1934* », qu'il a établie lui-même, le *N. B.* suivant : « *On a éliminé de ces listes les articles de vulgarisation publiés ou à publier dans...* » différentes revues, qui sont citées. N'est-ce pas une façon de dire que ce qui relève de la vulgarisation ne mérite pas de figurer dans un « palmarès professionnel » ?

Une deuxième raison est que la thèse est, au sens banal du mot, le seul « vrai » livre qu'il ait jamais écrit. Je veux dire par là : un objet imprimé qui est entièrement consacré à un seul et même sujet, clairement délimité, et tout entier construit pour traiter ce sujet. C'est d'ailleurs grâce à la traduction en espagnol de cette thèse que le nom de Robert Ricard est, désormais, probablement plus connu au Mexique qu'en France : ce sont plusieurs centaines d'exemplaires de ce livre qui sont vendus au Mexique chaque année, ce qui s'explique bien si l'on songe qu'il traite d'un des aspects fondateurs de l'identité religieuse, culturelle et même sans doute nationale de ce pays

Donc, si l'on excepte cette thèse et l'autre ouvrage d'importance (par sa valeur scientifique et par la quantité de travail qu'il a exigée) que constitue la série de volumes consacrés aux *Sources inédites...*, il n'a écrit « que » des articles, en très grand nombre certes (plusieurs centaines sûrement, plusieurs milliers probablement), mais dont la dispersion est impossible (pour moi en tout cas !) à maîtriser, tant à cause de leur nombre et de la diversité des revues dans lesquels ils ont été publiés qu'à cause de la variété des sujets traités. Certains livres ont été édités sous son nom, mais, en réalité, ils sont faits de différents articles écrits et publiés antérieurement et regroupés par la suite dans un même volume, par exemple : *Galdos et ses romans*, en 1961, ou *Études sur l'histoire morale et religieuse du Portugal*, en 1970, ou *Nouvelles études religieuses (Espagne et Amérique espagnole)*, en 1973. Encore s'agit-il là de regroupements d'articles, dispersés dans le temps, certes, mais au moins relevant d'un même thème.

Comment, simple « philistin » (comme aurait dit Robert) que je suis, pourrais-je m'y retrouver devant des titres aussi disparates que *De la critique humaniste à la critique des « lumières »* :

esquisse d'une évolution, ou Un justo Juiz brésilien, ou L'émigration des Juifs marocains en Amérique du Sud, ou Un catéchisme de l'espagnol au Maroc, ou Sur les relations des Canaries et de la Berbérie au 16^{ème} siècle : d'après quelques documents inédits, ... ? Je dois cependant me garder de caricaturer : des gens plus avertis que moi trouveraient évidemment un certain nombre de thèmes plus fréquents ou d'axes de recherche privilégiés. On peut y voir aussi le signe et les manifestations d'une curiosité très ouverte et la difficulté, parfois, à résister aux sollicitations, éventuellement pressantes, d'organiseurs de congrès et de responsables de revues savantes. Il faut ajouter à cela l'énergie et le temps consacrés à la préparation de cours dont certains, destinés aux étudiants préparant l'agrégation, étaient très exigeants.

En fait, trois idées principales ressortent de ce que j'ai pu comprendre ou de ce que certains connaisseurs m'en ont dit :

– la première est que Robert Ricard n'a jamais cherché, parce qu'il ne le voulait pas, à faire quoi que ce soit qui ressemble à de la vulgarisation ; délibérément, c'est pour des spécialistes qu'il travaillait et qu'il écrivait ;

– la seconde est que, à une époque où les hispanistes étaient très peu nombreux dans les universités françaises (trois professeurs à Paris dans les années 1960, plus de trente aujourd'hui), ils étaient obligés d'être plutôt des généralistes pour pouvoir faire face à toutes les exigences de programmes d'enseignement diversifiés ;

– cela dit, si on veut et si on peut trouver un facteur de cohérence et d'unité dans ses travaux, c'est, aux dires de plusieurs de ses anciens collègues, dans ses convictions religieuses qu'il réside. C'est notamment l'avis de Didier Ozanam et les extraits suivants de quelques lettres que j'ai reçues en témoignent :

« ... j'ai tendance à croire que les questions religieuses ont toujours occupé une place importante – sinon primordiale – dans ses travaux... Il avait bien la réputation, auprès de ses collègues universitaires, d'être comme une sorte de serviteur éclairé et respectueux de l'Eglise, qui n'hésitait pas à s'afficher comme tel » (Paul Drochon).

« Ses travaux peuvent être regroupés autour de trois centres d'intérêt : l'histoire spirituelle et religieuse de l'Espagne, les romans de Galdos et enfin le dix-huitième siècle. En toute rigueur, c'est la première catégorie (l'histoire religieuse et spirituelle de l'Espagne) qui représente l'apport scientifique du professeur Ricard... » (Gérard Dufour).

« Il était croyant (les étudiantes de Sèvres l'appelaient gentiment Robert le Pieux) et avait donc plus d'intuition que d'autres pour dégager dans sa spécificité unique ce qui fait la richesse spirituelle de l'Espagne au siècle d'or (le 16^{ème} siècle espagnol [note de FX])... » (Dominique Quentin-Mauroy).

« Il est vrai aussi que, n'ayant pas les mêmes liens que lui avec le catholicisme, nous étions loin de poser les problèmes d'une façon semblable » (Augustin Redondo).

« Il s'est majoritairement consacré à l'histoire religieuse, étant lui-même un chrétien que l'on pourrait qualifier de militant » (André Saint-Lu).

Puisque j'en suis à ce genre de citations-témoignages, je terminerai volontiers par quelques extraits d'un article publié (en espagnol, et la traduction est de Didier Ozanam) en 1996 par Marie-Cécile Bénassy-Berling. Ancienne étudiante de Robert, puis une de ses jeunes collègues, elle a fait partie des rares personnes qui ont continué à lui rendre visite jusqu'aux derniers mois de sa vie :

« La culture de Robert Ricard était immense et ses thèmes d'étude des plus variés, à l'intérieur d'un champ très étendu mais comportant certaines limites fixées d'avance. Par exemple, en dépit de son important investissement dans l'histoire du Maroc, il ne lui est pas venu à l'idée de profiter de ses longues années africaines pour apprendre l'arabe. En même temps, on est surpris par la diversité des sujets étudiés, depuis le Libro de buen amor jusqu'à Benito Pérez Galdos, en passant par Feijoo et Jovellanos, depuis la toponymie du Portugal jusqu'aux poésies portugaises de Sœur Juana, depuis la prière du Juste Juge jusqu'au roman de la Révolution mexicaine ou Les enfants de Sanchez d'Oscar Lewis. Ricard n'était pas un touche à tout, mais bien tout le contraire. Son territoire n'était pas un continent mais un archipel. Souvent il se concentrait sur un objet particulier, parfois assez petit, et il communiquait à cet objet la lumière de ses trésors d'érudition et en tirait des conclusions pertinentes et mesurées. Cette remarque est valable y compris dans le champ de la spiritualité du Siècle d'or, où son érudition était extraordinaire. La vigueur et la solidité de certains de ses travaux... nous conduisent à regretter la faible quantité de textes longs et ambitieux dans sa bibliographie », c'est-à-dire dans la liste de ses publications.

Celles et ceux qui m'ont aidé

Je n'ai pu faire ce travail que grâce à l'aide, aux conseils et aux témoignages d'un grand nombre de personnes.

D'abord et surtout Didier Ozanam : à la fois comme professionnel des archives (formé à l'École des Chartes, il a été, entre autres moments de sa vie professionnelle, conservateur des Archives nationales), comme hispaniste (il a été d'abord, encouragé en cela par Robert, secrétaire général de la Casa de Velázquez à Madrid, de 1963 à 1969, puis directeur, de 1979 à 1988) et comme jeune cousin de Robert Ricard (la grand-mère maternelle de Didier, Marguerite, et notre grand-mère maternelle, Catherine, étaient sœurs), il a bien connu celui-ci ; il fait d'ailleurs partie lui aussi des rares personnes à lui avoir régulièrement rendu visite jusqu'à sa mort. Il m'a, au début de ce travail, et par la suite, fourni beaucoup de pistes et fait de nombreuses suggestions.

J'ai rencontré ou j'ai été en relations épistolaires avec :

– Claude Bataillon et Gilles Bataillon, fils et petit-fils de Marcel ; je dois en particulier à Claude Bataillon, outre les photocopies de 18 lettres de Ricard à Bataillon, un long texte intitulé « *Marcel Bataillon – Le métier et la politique* », très riche en citations extraites des lettres de Marcel Bataillon à ses amis et à ses proches ;

– des universitaires, pour la plupart hispanistes et anciens jeunes collègues de Robert : Georges Baudot, Marie-Cécile Bénassy-Berling, Jean-Pierre Berthe, Jean Canavaggio, François Chevalier Francis Cerdan, Jean-Marc Delaunay, l'abbé Paul Drochon, Gérard Dufour, Jacqueline de Durand-Forest, William A. Hoisington, Jacques Lafaye, Charles Leselbaum, Marianne Mahn-Lot, Joseph Perez, Dominique Quentin-Mauroy, Augustin Redondo, Manon Reynaud, Daniel Rivet, Bernard Rosenberger, André Saint-Lu, Michel Terrasse (fils d'Henri), Paul Verdevoye, Chantal de la Véronne, Bernard Vincent ;

– Denyse Boileau, responsable de la bibliothèque de l'Institut d'Etudes Ibériques à Paris, Françoise Dauphagne, bibliothécaire à l'Ecole Normale Supérieure (ENS), Agnès Fontaine, secrétaire de l'Association des anciens élèves de l'ENS et Yann Legal, responsable de la bibliothèque de « la Catho » d'Angers ;

– Charlotte et Benoît de l'Estoile, Olivier Feiertag, Christine Laurière (elle prépare une thèse sur Paul Rivet et m'a fourni une notice biographique détaillée sur celui-ci), Benoît Pellistrandi, qui sont de jeunes historiens, rencontrés grâce à des hasards chanceux ou à des liens d'amitié déjà existants ;

– Suzanne Philippe, petite-fille de Pierre Paris, le directeur, dans les années 1920, de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques, et Armelle Vincent, petite-fille de Maurice Legendre.

J'ai trouvé des documents et des informations utiles à l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, aux Archives nationales, aux Archives départementales de Paris, à la Casa de Velázquez, au Centre Sèvres (Centre de formation des Jésuites), au Collège de France, à la Communauté franciscaine de Paris, à la Documentation Française, au couvent du Saulchoir (Dominicains), à l'Ecole Française d'Athènes, à l'Ecole Normale Supérieure, à l'Institut Catholique de Paris, à la bibliothèque de l'Institut d'Etudes ibériques et latino-américaines, au Musée de l'Homme, à l'Université Catholique de l'Ouest (Angers).

Marie-Anne a traduit de l'espagnol au français plusieurs documents de ou sur Robert Ricard.

Monique, et Raymond, son mari, ont assuré l'illustration de ce « récit-portrait ».

J'ai utilisé aussi du mieux que j'ai pu un certain nombre de documents que notre père avait séparés du « paquet » envoyé à Angers et que deux de mes sœurs avaient soigneusement conservés.

Les généalogies et annuaires familiaux établis par Alain, le mari de notre sœur Elisabeth, m'ont fourni des renseignements très utiles.

Malheureusement aussi, une vingtaine de personnes, à qui j'ai écrit pour leur demander des informations et/ou un témoignage, ne m'ont jamais répondu.

Plusieurs livres m'ont été spécialement utiles :

L'Abîme – 1939-1944, par Jean-Baptiste Duroselle, Imprimerie nationale, 1986, dans la série *Politique étrangère de la France – 1871-1969* ;

La conversion des Indiens de Nouvelle Espagne, par Christian Duverger, éd. du Seuil, 1987 ;

Dictionnaire encyclopédique d'histoire, par Michel Mourre, éd. Bordas, 1996 ;

Dictionnaire des intellectuels français du 20^{ème} siècle, sous la direction de Jacques Julliard et de Michel Winock, éd. du Seuil, 1996 ;

L'Ecole normale supérieure – Les chemins de la liberté, par Nicole Masson, coll. *Découvertes*, Gallimard, 1994 ;

Génération intellectuelle, Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres, par Jean-François Sirinelli, PUF, 1994 ;

Grand dictionnaire encyclopédique Larousse, 1984-85 ;

Histoire de Vichy, 1940 – 1944, par Robert Aron, Fayard, 1954 ;

L'héritage de Lyautey – Noguès et la politique française au Maroc – 1936-1943, par William A. Hoisington, Editions L'Harmattan, 1995 ;

Le Maroc de Lyautey à Mohamed V. Le double visage du protectorat français, par Daniel Rivet, Denoël, 1999 ;

Des palais en Espagne – L'Ecole des hautes études hispaniques et la Casa de Velázquez au cœur des relations franco-espagnoles du 20^{ème} siècle (1898-1979), par Jean-Marc Delaunay, Casa de Velázquez, 1994 ;

Le siècle des intellectuels, par Michel Winock, Seuil, 1997.